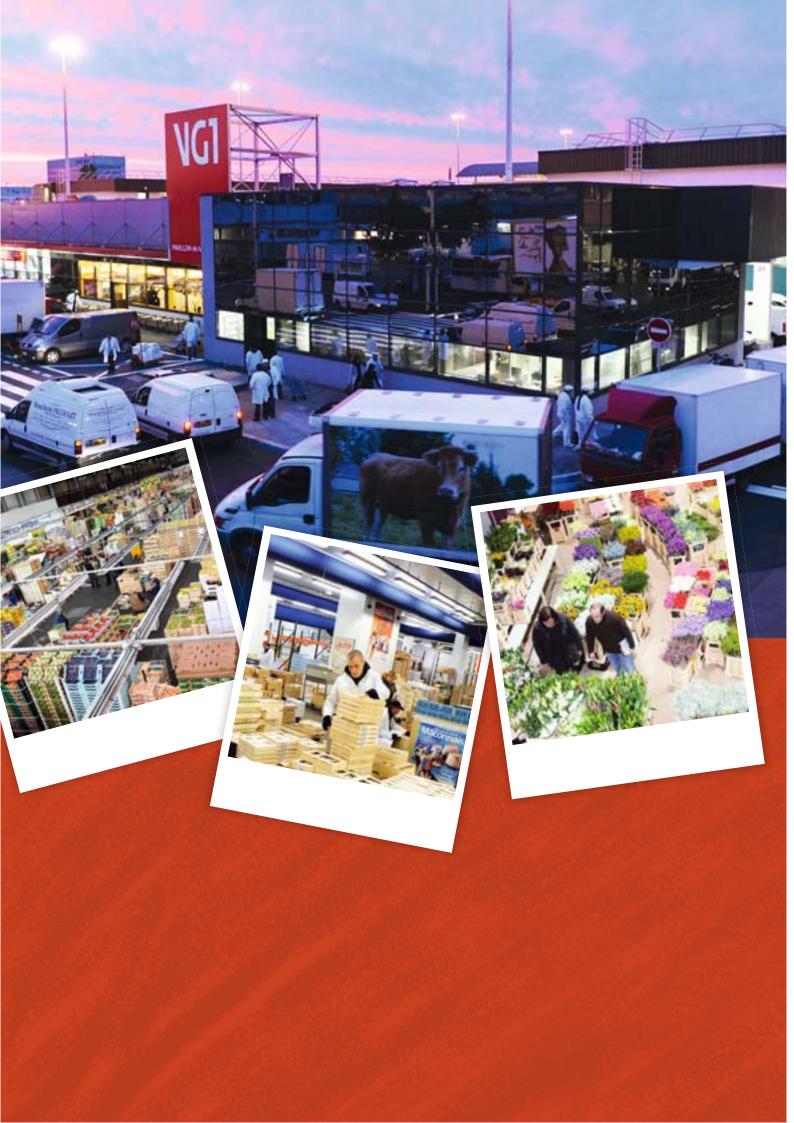
# Bienvenue À RUNGIS



La qualité passe par



#### L'essentiel

- 02 Le message des Présidents
- **04** Chiffres clés
- 06 Les temps forts 2011

# Stratégie et développement durable

- 12 Investissements
- 16 Exploitation et maintenance
- **19** International
- 20 Marketing et communication

### Nos métiers

- 26 L'année des entreprises
- 28 Les fruits et légumes
- 32 Les produits carnés
- 36 Les produits de la mer et d'eau douce
- 40 Les produits laitiers et traiteur
- 44 L'horticulture et la décoration
- 48 Un jour à Rungis

# LE MESSAGE DES PRÉSIDENTS



«Un modèle que tous nous envient.»

De gauche à droite: Christian Pépineau Marc Spielrein

#### MARC SPIELREIN

Président de la SEMMARIS

#### La progression de la fréquentation du Marché de Rungis en 2011 est-elle, selon vous, la confirmation de son modèle économique?

La fréquentation du Marché s'est en effet avérée très satisfaisante, non seulement par le nombre des entrées des acheteurs - plus de 1,2 million, soit une augmentation de 1,8% par rapport à l'année 2010 -, mais aussi par l'arrivée de 3 852 nouveaux acheteurs, en hausse de 6,3% en 2011. À cet égard, la campagne «Bienvenue à Rungis» a engendré des effets très positifs grâce aux nombreux efforts accomplis sur l'accueil. la signalétique ou encore la promotion des ventes. Concernant les volumes traités sur le MIN. la SEMMARIS a réalisé un travail de mise à jour statistique qui nous a permis de vérifier qu'aux échanges traditionnellement réalisés sur le marché physique s'ajoutaient près de 900 000 tonnes de marchandises transitant sur le site. Le Marché de Rungis constitue donc une plate-forme logistique et commerciale qui accueille près de 2,5 millions de tonnes par an. Ceci ne remet pas en cause le caractère fondamental du marché physique: sans lui, les autres activités n'existeraient pas. Mais les synergies sont très fortes et le fonctionnement simultané de ces activités complémentaires augmente la valeur ajoutée de l'ensemble. Cela illustre l'originalité d'un modèle que tous les marchés de gros nous envient.

#### Comment la conjoncture a-t-elle rejailli sur les performances du Marché en 2011?

2011 n'a pas été une mauvaise année pour le Marché de Rungis malgré une conjoncture économique globale assez moyenne. Il faut notamment remarquer que l'activité touristique soutenue a, sans doute, eu un impact positif sur la restauration. Et sur le MIN, l'ouverture du pavillon de la volaille a été une réussite, tant en termes techniques qu'en termes économiques. En revanche, l'activité des fruits et légumes, déjà handicapée par certains phénomènes climatiques, a subi les conséquences de la crise sanitaire en Allemagne. Les opérateurs du Marché ont soutenu au maximum les productions françaises, mais cela n'a pu empêcher certains prix de s'effondrer. À ce titre, le décret sur la contractualisation n'a pas permis de limiter les effets de ces crises, car il demeure très difficilement applicable aux spécificités de ce secteur.

# Comment Rungis s'inscrit-il dans les mutations de la Région Île-de-France?

Le projet du Grand Paris a beaucoup progressé, déterminant de nouvelles infrastructures de transport au sein desquelles la place du Marché de Rungis est reconnue. À ce titre, la création d'une station de métro baptisée « MIN - Porte de Thiais » en 2018 constituera une véritable révolution et sera pour le Marché un facteur de développement très important. Il faut également noter l'affectation à la SEMMARIS de plus de deux hectares, ce qui est loin d'être négligeable dans cette zone: nous en disposions déjà mais leur occupation durable est ainsi garantie. Concernant les mutations, je constate également que Rungis prend pied dans ce nouveau format majeur de la distribution que devient l'e-commerce. Pour être à la hauteur de ces évolutions, nous avons consacré beaucoup d'énergie en 2011 à préparer nos investissements futurs.

#### CHRISTIAN PÉPINEAU

Président d'Unigros

# Les opérateurs du Marché de Rungis ont-ils souffert de la conjoncture économique en 2011?

Dans un contexte où l'on parle de crise et de baisse de la consommation, Rungis a fait mieux que résister. Répondant à une demande forte de nos clients, le nouveau pavillon de la volaille y a contribué en attirant de nouveaux acheteurs. Dans son ensemble, le secteur des produits carnés a retrouvé la croissance, tant en volume qu'en chiffre d'affaires. Les produits laitiers sont parvenus à redynamiser la consommation grâce à l'intensification de la collaboration entre nos entreprises et les acteurs de la production qui a donné lieu à des animations efficaces en direction de nos clients. En fruits et légumes. l'année s'est déroulée de facon atypique, avec des périodes de production décalées qui ont suscité d'importantes inquiétudes chez les opérateurs. Mais, finalement, les résultats sont honorables. Toutefois, la mise en place de la contractualisation montre ses difficultés d'application aux marchés physiques. Elle a été concue pour des filières très organisées, avec une forte présence d'industriels. Sa mise en œuvre dans les fruits et légumes reste complexe dans un marché très fluctuant, saisonnier et difficile à organiser.

# Quelles initiatives peuvent mener les grossistes dans le domaine de la contractualisation et dans d'autres?

Les grossistes réfléchissent à faire évoluer leurs relations avec la production, notamment par la certification dans des référentiels métiers organisant les échanges amont-aval. Si nous restons sceptiques sur les effets de la contractualisation, nous voulons représenter une force de proposition pour dégager, avec les producteurs, une réponse professionnelle qui permette d'amener les produits dans les meilleures conditions aux consommateurs. Par ailleurs, les opérateurs du Marché ont donné naissance à un groupement d'employeurs qui vise à servir d'outil pour répondre à leurs besoins immédiats et faciliter l'accès à l'emploi, tout en développant de nouveaux métiers. Prenons l'exemple de la certification : chaque entreprise ne peut pas toujours lui dédier une personne responsable ; les PME, voire les TPE, pourront alors mutualiser ces compétences dans ce groupement.

# Comment 2012 s'annonce, selon vous, pour le Marché de Rungis?

Pour 2012, nous avons confiance. Après une année 2011 positive, les grandes tendances de consommation confirment un retour vers la proximité, tandis que de nouveaux enjeux apparaissent en matière d'environnement et d'urbanisme. Le Marché dispose de beaucoup d'atouts pour répondre à ces challenges d'avenir. Pour servir une métropole en limitant l'impact sur l'environnement, Rungis constitue naturellement une plate-forme remarquable qui s'impose au cœur de la réflexion sur le fameux «dernier kilomètre». Plus généralement, nos entreprises montrent qu'elles sont capables de s'adapter à une période un peu plus difficile, tout en préparant des projets d'avenir pour continuer à aller de l'avant.

# CHIFFRES CLÉS

Fréquentation globale du Marché

6 735 672

Occupation des surfaces louables

m<sup>2</sup> de locaux soit 94,18 % de taux d'occupation Programme d'investissement de la SEMMARIS

millions d'euros

#### **Chiffre d'affaires** des entreprises du Marché

(en millions d'euros)



**5 469** Grossistes 2 395 Autres activités

chiffre d'affaires 2010

de la variation 2011/2010

Chiffre d'affaires des grossistes sur le Marché

(en millions d'euros)



2 440 Fruits et légumes

880 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale

1339 Produits carnés 616 Produits de la mer et d'eau douce

**194** Horticulture et décoration

estimation de la variation 2011/2010

#### Effectifs employés sur le Marché



3 376 Fruits et légumes

1 515 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale

**1513** Produits carnés 817 Produits de la mer

et d'eau douce **443** Horticulture et décoration

4 019 Autres activités

employés

#### Nombre d'entreprises sur le Marché



338 Fruits et légumes

121 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale

91 Produits carnés

**55** Produits de la mer et d'eau douce

**153** Horticulture et décoration

**446** Autres activités

entreprises

Nouveaux acheteurs

# créations de cartes d'acheteur

soit +6,3% par rapport à 2010

Arrivages sur le Marché physique

soit +1,5% par rapport à 2010

tonnes de produits alimentaires

Arrivages des activités logistiques

tonnes de produits alimentaires

estimation 2011

## **Chiffre d'affaires** des autres activités sur le Marché (en millions d'euros) 1 295 Courtiers et sociétés d'import-export **649** Transports **403** Activités diverses et services 48 Producteurs estimation de la variation 2011/2010

## Répartition des arrivages de produits alimentaires sur le Marché physique (en %) 56 Fruits et légumes **20** Produits carnés **Produits laitiers** Produits traiteur, alimentation générale 12 Produits de la mer et d'eau douce

#### Fréquentation des acheteurs

	2011	Variation 2011/2010
Commerces de détail en magasin	652 795	+0,9%
Commerces de détail sur marché	342 980	+2,1%
Commerces de gros	91 421	+0,1%
Restauration	60 639	+5,0%
Divers	61 104	+9,4%
Total	1 208 939	+1,8%

#### **A**rrivages

(en tonnes)

	2011	Variation 2011/2010
Fruits et légumes	806 885	+1,2%
Produits carnés	299 894	+0,3%
Produits laitiers et avicoles	64 300	- 2,7 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	110 646	+10,4%
Produits de la mer et d'eau douce	169 663	+1,5%
Total	1 451 388	+ 1,5 %
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	187 103	- 6,8 %
Plantes en pot (en milliers de pots)	16 575	+5,4%

NDLR: les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente, sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts. Ces dernières sont estimées à hauteur de 40 % des arrivages globaux du MIN.

## LES TEMPS FORTS 2011



# Janvier

- **Lancement de la nouvelle Appli IPhone :** l'application mobile officielle du Marché International de Rungis.
- 2 Shooting photo des employés du VG1 par le photographe Matt LARSON pour la réalisation d'une fresque de 30 mètres de long installée au cœur du pavillon de la volaille.





3









# Février

- **I** Distribution des Macarons Rungis 2011 :
  - «Rungis ma provenance fraîcheur» L'identification du savoir-faire de nos acheteurs, à destination des consommateurs.
- **Ouverture** d'une représentation commerciale Rungis à Shanghai pour 18 mois.

# ars

Rungis,

- Partenariat avec la 1<sup>re</sup> édition du Festival International du Livre Culinaire à Paris.
- Rungis partenaire officiel de la Grande Quinzaine des Marchés.
- Présence sur le CCC (Salon de la restauration collective autogérée) et sur la SITL (Semaine Internationale du Transport et de la Logistique).





- Crémaillère au VG1 organisée pour l'ensemble des salariés du pavillon et leurs familles.
- **5 Implantation** de la nouvelle signalétique Accueil Rungis.







# Mai

- **1** Traditionnelle remise du muguet à l'Élysée et à la Mairie de Paris.
- Délégation Mercamadrid de 17 chefs d'entreprise à Rungis.
- **8** Animation Présentation et vente de produits fermiers locaux sur le carreau des producteurs en fruits et légumes.
- **1 Inauguration** du centre d'opérations Univeg Katopé France sur la Zone EuroDelta.



10

## LES TEMPS FORTS 2011

# Juin

- Inauguration du pavillon de la volaille en présence de Frédéric LEFEBVRE, secrétaire d'État chargé du Commerce.
- 5° session de stage des enseignants des filières cuisine, service, gestion hôtelière et logistique.

# Juillet

Animations «Rungis Plage» distribution de cadeaux dans tous les pavillons du Marché aux clients et aux salariés.







# Septembre

- 12 6º édition des Entretiens de Rungis: «Quel cap pour l'agriculture et l'alimentation?»
- Rungis partenaire du 1er Salon des métiers de bouche à Paris.

# Octobre

E Remise du prix Littéraire 2011 de la Commanderie des Gastronomes Ambassadeurs de Rungis, à Anne GARABEDIAN pour son ouvrage « REINE SAMMUT à la Fenière de Lourmarin».

# Novembre

- Rungis partenaire de la 1<sup>re</sup> Assemblée Générale des Maîtres Restaurateurs à l'Espace Rungis.
- Présence sur le salon Hortifair à Amsterdam Référence mondiale de l'horticulture décoration.
- 14 Organisation et gestion du stand des Marchés de Gros de France sur le Salon des Maires.
- **Inauguration** de la rue du Gers dans le secteur des produits carnés.







- 16 Mise en service de lieux d'accueil pour Visite Rungis Salle dédiée et supports pédagogiques à la marée, aux fruits & légumes et dans le pavillon des viandes.
- **Traditionnelles Visites Presse** Comme chaque année, plus d'une cinquantaine de médias ont parcouru le Marché à la découverte des produits de fin d'année.



# STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

# Un marché accueillant, moderne et dynamique



#### Pour soutenir l'activité du Marché de Rungis, la SEMMARIS

s'appuie sur trois piliers: les investissements qui visent à le placer à la pointe de la modernité; la maintenance qui veille à rendre son exploitation toujours plus respectueuse de l'environnement et le marketing qui imprime un sens fédérateur à sa mission de pôle de compétence agroalimentaire. Un savoir-faire qui s'exporte à l'international.



## **INVESTISSEMENTS**

# Le Marché optimise ses infrastructures



**D'importants travaux** conduits sur le Marché de Rungis ces dernières années ont célébré leur complet achèvement en 2011. En attendant une nouvelle vague de grands chantiers, la SEMMARIS poursuit la mise à jour de ses installations pour les porter à la pointe de l'innovation.

Allée centrale et entrée principale du VG1, avec l'accueil du secteur produits carnés SEMMARIS,



de la SEMMARIS peut sembler calme en matière d'investissement: 25 millions d'euros environ. Elle se situe en réalité à la croisée des chemins, entre la concrétisation finale d'importants travaux et le lancement de nouveaux à venir: près de 50 millions d'euros sont d'ores et déjà prévus en 2012.

#### **Deux inaugurations majeures**

De fait, l'année aura surtout été marquée par l'ouverture, au mois d'avril, du nouveau pavillon de la volaille. Bien que sa construction ait déjà été achevée pour l'essentiel de ses 18 000 mètres carrés, le bâtiment V2P devenu VG1 avait encore suscité quelques travaux de finition. Outre sa réussite commerciale (voir en rubrique Produits carnés), ses objectifs d'exploitation ont été atteints: coûts réduits, notamment en termes d'énergie ou de manutention, niveau de froid maintenu, sécurités alimentaires ou incendie optimisées. À peu près simultanément, le bâtiment V3P devenait le VG2, offrant 3 000 mètres carrés d'entrepôt à un opérateur unique.

la mise en service, au mois d'avril, de l'entrepôt réfrigéré DE1 confié sur plus de 8 000 mètres carrés à l'exploitation du groupe Univeg (voir aussi dans L'année des Entreprises).

Enfin, deux paravents de toile, longs de 370 mètres, ont été installés sur le nouveau terminal ferroviaire pour offrir une protection supplémentaire contre les intempéries, neige ou pluie légères détournées par le vent. Un complément de 1,3 million d'euros qui semble avoir suscité la satisfaction générale des utilisateurs du terminal.

#### Les péages rénovés

L'année 2011 a également clos l'opération de modernisation des cinq péages du MIN. Ces derniers constituent le premier contact des clients avec le Marché et leur réfection a participé des nombreux efforts accomplis par la SEMMARIS pour améliorer l'accueil offert par Rungis à ses visiteurs. Le péage EE1, dit de la Porte de Rungis, a donc été réimplanté à la faveur de la création d'une nouvelle gare pour le tramway

#### Bienvenue à Rungis!

Dans le but de donner une meilleure visibilité aux fonctions d'accueil de la SEMMARIS sur le Marché de Rungis, trois totems ont été installés en 2011 à l'entrée de l'espace Rungis Accueil ainsi que dans les secteurs produits carnés et horticulture. À terme, cette nouvelle signalétique sera déclinée dans les principaux points d'accès des visiteurs, c'est-à-dire, outre les trois premiers mentionnés, les autres secteurs (fruits et légumes, marée, ainsi que produits laitiers et traiteur) et les péages. Avec toujours un maître mot, «Accueil», et un habillage rouge et blanc les rendant repérables du premier coup d'œil.

# STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE **INVESTISSEMENTS**



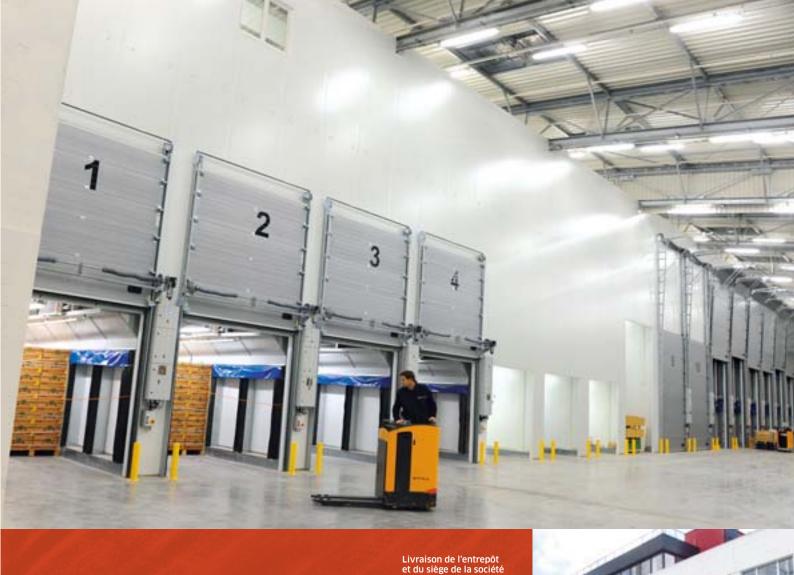
au cœur du secteur marée.

prolongeant la ligne 7 du métro. Pour un demi-million d'euros, cette nouvelle entrée comptant trois voies d'accès. plus une spéciale pour les deux-roues, a été dotée d'un auvent en toile tendue de style contemporain et dispose d'une base vie confortable munie d'un bungalow préfabriqué. Par ailleurs, parallèlement à la création de la route de Chevilly constituant une sorte de périphérique au Marché, tous les parkings du centre administratif ont été restructurés pour 1,7 million d'euros, donnant naissance, au passage, à deux parkings payants. Mais l'achèvement fructueux de ces efforts s'est également accompagné de nouveaux démarrages. Ainsi, le chantier du bâtiment C3 a commencé au mois de juin par les travaux de démolition de l'ancienne structure. Il s'agit de développer, sur plus de 23 000 mètres carrés, un nouvel

entrepôt réfrigéré en fruits et légumes constitué de modules flexibles et polyvalents de 500 mètres carrés. assortis d'un nouveau parking en sous-sol permettant de libérer des surfaces en extérieur. Pour un investissement total d'environ 20 millions d'euros, ce nouvel ensemble garantissant des températures comprises entre 1 et 10 degrés sera achevé à la fin de l'année 2012.

#### Une nouvelle tour à glace

Reprise par un nouvel opérateur spécialisé (voir aussi dans L'Année des Entreprises), la tour à glace iouxtant le pavillon de la marée a été intégralement rénovée. Afin de lui permettre de produire 30 tonnes de glace par jour, principalement à destination des poissonniers, mais également des traiteurs ou d'autres professionnels, elle a été



équipée d'un générateur de glace sous forme de paillettes, de glaçons ou de pains. Ses silos ont été revêtus d'acier inoxydable et trois containers maritimes ont été mis en place pour un stockage sous température négative,

respect des normes sanitaires. Autre rénovation, le bâtiment DOD-Végétal a vu les verrières de sa serre de vente de plantes en pot

le tout, bien sûr, dans le plus strict

intégralement refaites. Après consultation d'un expert et recarénage du bâtiment, l'ensemble de la toiture (plus de 2 000 mètres carrés) et des façades (plus de 1 600 mètres carrés) a été sécurisé par l'installation de verre feuilleté, dit Triplex. Tout en assurant une luminosité intégrale, ce dispositif garantit son étanchéité.

À noter également que la démolition du C5B a été accomplie pour permettre la reconstruction en 2012 d'une plate-forme moderne qui sera partagée entre un atelier de produits de la mer et un entrepôt de fruits et légumes.

#### **L'innovation**

Enfin, les deux tiers de la toiture du pavillon de la marée - 18 000 mètres carrés au total - ont été reconçus pour en remplacer le support, l'isolant et le complexe d'étanchéité. Ce chantier de trois millions d'euros sera achevé en 2012, pour garantir davantage la régularité thermique du bâtiment et, de ce fait, diminuer ses coûts énergétiques.

Univeg Katopé France.

Car au-delà de la modernisation nécessaire du site, les investissements de la SEMMARIS constituent des vecteurs d'innovation technologique. Cela concerne l'ingénierie des bâtiments, l'organisation des flux de marchandises, l'optimisation des opérations de manutention, l'amélioration des conditions de travail. le respect rigoureux des normes sanitaires et, tout particulièrement dans le premier marché de produits frais au monde, celui des contraintes de température de conservation.

## EXPLOITATION ET MAINTENANCE

# Le souci de l'environnement au cœur de l'exploitation



Dans la dernière décennie, les actions de la SEMMARIS ont déjà placé le MIN sur la voie d'une activité raisonnée, en matière d'eau, d'énergie ou de traitement des déchets notamment. Désormais, l'heure est à l'intensification de ces pratiques, à la traque du gaspillage et à l'informatisation

Ainsi, la consommation d'eau du Marché a déjà été sensiblement réduite par une meilleure maîtrise des installations et une plus grande responsabilisation des utilisateurs. Avec plus de 500 000 mètres cubes par an, le MIN de Rungis fait partie des quatre sites franciliens les plus importants en matière de consommation d'eau.

#### L'eau sous surveillance

de la gestion des déchets.

Dans le cadre d'une consommation désormais stabilisée, des travaux de renouvellement des canalisations Parmi les plus importants sites de la première région de France, le Marché de Rungis organise des opérations d'exploitation dont les enjeux sont majeurs en matière de développement durable.

du réseau ont été poursuivis pour lutter contre les fuites. Il s'agit de maintenir le taux de rendement du Marché, qui atteint d'ores et déjà 93%. Par ailleurs, le renouvellement des compteurs a été entamé pour que la précision de leurs mesures garantisse toujours une facturation exacte aux opérateurs.

L'eau, c'est aussi la qualité des rejets. Un arrêté préfectoral de 2004 fixe des seuils maximaux de pollution dans les réseaux d'eaux usées comme dans ceux des eaux pluviales. Concernant les eaux usées, quatre nouvelles conventions de rejet ont été signées en 2011 avec des établissements présentant un risque potentiel, portant leur nombre à 49: il n'en reste donc plus que six à finaliser par la SEMMARIS en 2012. Concernant les eaux pluviales déversées dans la Seine après prétraitement. la SEMMARIS a installé plus de 10 500 mètres cubes de volume de rétention par parcelle: l'objectif est d'atteindre un débit de rejet de 10 litres par seconde par hectare, contre les 35 qui étaient auparavant autorisés par la réglementation. Cette mise

en conformité progresse au rythme des modernisations et des nouvelles installations, avec en 2012 des réducteurs de débit équipant les caniveaux des parkings poids lourds.

#### Modernisation du réseau d'éclairage public

Le cahier des charges relatif à la rénovation des éclairages publics a été finalisé durant l'année, permettant de lancer la consultation nécessaire au démarrage des travaux au mois de septembre 2012. Ces derniers porteront tant sur la distribution électrique - passage de la haute à la basse tension pour viabiliser les installations en évitant le recours à des transformateurs que sur l'éclairage lui-même par le remplacement d'environ 3 000 lampes.

Cette rénovation permettra de réduire les coûts d'exploitation, d'améliorer la sécurité routière. la sûreté des personnes et d'apporter un meilleur confort visuel par la qualité des lampes choisies (intensité, couleur...).

Par ailleurs, le processus de renouvellement des éclairages intérieurs se poursuit avec la même



ambition grâce au choix de lampes basse consommation, éventuellement accompagnées de détecteurs de présence pour les déclencher ou de systèmes de gradation selon l'apport de lumière naturelle.

#### **Du R22 au R404A**

De même, le remplacement des fluides frigorigènes est poursuivi, afin de respecter l'échéance de la fin du R22 programmée en 2014. 70% du programme étaient réalisés à fin 2010; en 2011, ce niveau a atteint 95% avec des travaux menés dans les pavillons des produits laitiers (D4 et D5). En 2012, ces opérations seront achevées avec deux ans d'avance par la réalisation du même type de travaux sur le pavillon V1T, dans le secteur viandes. À noter que cette avance permet d'éviter l'élévation des coûts de remplacement qui ne manque pas de s'opérer au fur et à mesure que l'échéance réglementaire approche.

#### **Fiabilisation** du réseau de chaleur

Le renouvellement du réseau de chaleur se poursuit également: pour viabiliser ses 60 kilomètres de tuyauterie, la SEMMARIS a étudié en 2011 la mise en place d'alarmes dans les bâtiments dont les produits présentent une grande sensibilité aux variations de température. Installés en sous-stations, ces dispositifs d'alerte permettent d'être informé en temps réel d'éventuels dysfonctionnements et d'intervenir avec une meilleure réactivité. L'année 2011 a également fourni l'occasion d'initier une étude de faisabilité d'une connexion du réseau de chaleur du MIN de Rungis avec les communes de Choisy-le-Roi et de Vitry-sur-Seine. Rappelons qu'il s'agit d'une chaleur « verte » provenant de l'incinération d'une partie des déchets du site.

#### **Amélioration continue** de la gestion des déchets

Les déchets, justement, sont un autre axe du développement durable à Rungis. L'activité du MIN en génère environ 60 000 tonnes par an. Outre l'instauration du tri sélectif, la politique de conteneurisation vise la réduction des déchets laissés au sol: ils ont encore diminué de 9 000 à 7 000 tonnes en 2011 et quatre nouveaux points propreté ont été installés, dont deux au bâtiment B3. Un effort que la SEMMARIS compte amplifier, notamment en luttant contre les palettes abandonnées indûment sur le Marché. L'élimination des biodéchets a fait l'objet en 2011 de la création d'un progiciel - baptisé Sesam (système électronique de saisie de marchandises) - permettant aux concessionnaires d'effectuer leurs demandes de retrait et d'élimination depuis l'extranet du site www.rungisinternational.com.



#### Bienvenue à Rungis!

Réaménagement des espaces verts sur la Zone EuroDelta.

Battant son plein entre deux et sept heures du matin, le Marché de Rungis est d'abord et avant tout un site nocturne. Son éclairage est donc un élément fondamental de l'accueil des acheteurs et de la qualité de leurs visites. Le chantier de remplacement de quelque 3 000 lampes lumineuses permettra non seulement des économies d'exploitation, mais également un renforcement de la sécurité routière et de la sûreté des personnes, un meilleur confort visuel par la qualité des lampes choisies (intensité, couleur...), ainsi qu'une harmonisation générale de l'architecture des candélabres.

La gestion des enlèvements est donc réalisable directement sur le Web permettant ainsi un suivi des historiques de collecte et l'édition de certificats de retrait de marchandises. Résultat: un suivi de la tracabilité de ces déchets, en conformité avec les recommandations du Grenelle II de l'environnement qui impose, depuis le 1er janvier 2012, leur «retour à la terre» (méthanisation ou compost), et donc la capacité de l'attester.

Parmi d'autres actions plus modestes mais néanmoins indispensables pour le Marché, la SEMMARIS a choisi, en avril 2011, une nouvelle entreprise pour assurer la lutte contre les nuisibles (dératisation, désinsectisation) aux abords et dans les parties communes des bâtiments collectifs du Marché ainsi que dans les parties privatives des grands bâtiments des secteurs PLA et Fruits et Légumes. L'année 2011 a également été marquée par la fin des travaux de mise en conformité de 51 appareils de levage (montecharge ou ascenseurs), en anticipation d'une réglementation devant

s'appliquer fin 2013. La rénovation de la toiture du pavillon de la marée - 18 000 mètres carrés au total a vu sa première tranche achevée. un chantier complexe qui s'effectue dans un bâtiment non seulement en exploitation, mais de surcroît sous agrément sanitaire.

#### Des espaces verts aux fonctions multiples

Enfin, l'achèvement de la construction du dernier bâtiment de la zone EuroDelta en 2010 a été l'occasion de réaménager les espaces verts sur un hectare environ. Outre leur rendu esthétique, ces espaces contribuent à l'amélioration environnementale et les espèces végétales qui les composent sont notamment choisies pour leur résistance à la sécheresse. et par conséquent leur arrosage réduit. onze hectares d'espaces verts couvrent le MIN et leur réaménagement pourrait s'accompagner de l'installation de bassins de rétention d'eau, actuellement à l'étude avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

## INTERNATIONAL

# L'expertise de Rungis s'exporte

Pas un promoteur de marché de gros dans le monde ne fait l'impasse sur une visite du Marché de Rungis.

Fort de ce constat, **la SEMMARIS propose avec Rungis Consultant de faire bénéficier des fruits de son expérience.** 





Plan-masse sur la phase II du marché de Nanning.

comment fonctionnent les flux et la distribution des produits alimentaires dans un pays? Quel peut être le modèle opérationnel du marché de gros dans ce contexte? Quelle localisation choisir pour l'implanter? Quel plan-masse appliquer à cette localisation particulière? Quelle organisation intérieure en découle? Avec quel business plan? C'est à toutes ces questions que Rungis Consultant contribue à répondre.

En huit années, cette cellule a noué une cinquantaine d'échanges dans le monde, dont près d'une moitié en Chine, mais également en Inde, en Afrique du Sud, au Pérou, en Belgique... Une dizaine de missions a déjà été achevée et une autre dizaine est en cours de réalisation. Parmi elles, on remarque trois avancées accomplies en 2011.

En Chine, la première tranche du marché de Nanning a été mise en service au mois de juin, avec 17 hectares voués aux fruits, avant qu'une seconde tranche ne soit destinée aux légumes. En Inde, le plan-masse d'un site de 204 hectares à Ganaur a été

finalisé et la construction de son mur de clôture est déjà en cours. Situé au nord de Delhi, au cœur des zones de production, ce site pourrait servir de plate-forme à 80% des échanges indiens en fruits et légumes.

Enfin, une étude de faisabilité a été réalisée pour doter Moscou d'une plate-forme agroalimentaire de 200 à 300 hectares : sa validation économique – projection des coûts et des revenus – est en cours.

## MARKETING ET COMMUNICATION

# Un pôle de compétence qui s'affirme

La stratégie marketing et communication de la SEMMARIS s'appuie sur une vision renouvelée de la vocation du Marché de Rungis : un pôle de compétence, c'est-à-dire l'accumulation de tous les savoir-faire des métiers de l'alimentaire et du frais, sur un même site, conférant à ce dernier une position clé dans la compétition mondiale.

Durant neuf mois de l'année 2011, la SEMMARIS a mené une étude approfondie pour mieux appréhender la globalité des flux de marchandises transitant sur le Marché de Rungis. Traditionnellement, les statistiques qu'elle recueille auprès des entreprises concernent essentiellement les tonnages réalisés sur le marché dit physique, c'est-à-dire les pavillons où grossistes et producteurs mettent leurs produits en marché «sur carreau».

Or depuis une bonne décennie, le développement du MIN s'est accompagné de l'essor d'autres catégories d'échanges commerciaux, fondés sur la logistique, le transport ou le courtage par exemple; couvrant la quasi-intégralité du chiffre d'affaires généré par Rungis. Cette étude a identifié plus de 900 000 tonnes d'échanges se rapportant à cette activité. On sait désormais que le Marché « pèse » près de 2,5 millions de tonnes, dont 60% pour son activité physique et 40% pour ses activités dites logistiques.

Ce constat est venu confirmer le positionnement de Rungis en tant que pôle de compétence alimentaire majeur en France. Que cela soit dans le cadre de la construction du «Grand Paris» ou dans celui de la compétition mondiale, le Marché apporte une plate-forme multiple aux échanges, en Île-de-France mais aussi au-delà, dans tout le pays et à l'export également. Il combine donc les atouts d'un marché physique - qualité, variété et sécurité de l'offre - et ceux d'une puissante plate-forme d'expertise – optimisation logistique, emploi et formation, services périphériques, etc.

#### De la pédagogie politique à la communication digitale

La stratégie marketing et communication de la SEMMARIS se fonde sur cette dynamique. Illustration parmi d'autres, la participation - avec la Fédération des Marchés de Gros de France - au Salon des Maires au mois de novembre. L'opération consistait à présenter une pédagogie des marchés de gros dans un contexte

où leur mission n'est pas toujours bien présente à l'esprit des décideurs politiques.

Les 19 marchés de France s'étaient réunis pour témoigner de leur contribution à l'équilibre et à l'excellence de l'offre alimentaire: maillons indispensables entre la production et toutes les formes de commerce, du détail à la restauration, garants d'un rapport qualité-prix équitable, du développement de l'agriculture raisonnée ou biologique, de la défense des commerces de proximité et de l'animation des quartiers, de la promotion des productions locales et de l'optimisation de la logistique du dernier kilomètre...

Mais cette stratégie ne se borne pas aux sphères politiques; la SEMMARIS a définitivement pris le tournant de la communication digitale. En 2011, le Marché a été doté de son application iPhone offrant toutes les fonctionnalités propres aux nouvelles technologies de communication:



moteur de recherche reprenant les informations du « Qui Fait Quoi à Rungis», le guide officiel du MIN, informations pratiques sur le fonctionnement du Marché, géolocalisation pour s'orienter sur le site... Un mois après son lancement en mars, l'application avait déjà enregistré plus de 1 300 téléchargements et 3 500, six mois plus tard. Durant ce temps, Rungis comptait près d'un millier de fans sur Facebook, tandis que le site Internet du Marché se dotait d'une version chinoise.

#### De la Chine au carreau des producteurs

Chose logique puisque la SEMMARIS entretient d'importants liens avec l'empire du Milieu, notamment par son partenariat avec SZAP (Shenzhen Agricultural Products Company) dans la co-entreprise Shanghai Rungis Market Management Company. C'est d'ailleurs dans les locaux de cette dernière qu'une jeune chef de projet marketing s'est installée pour y effectuer une mission analogue à celle réalisée à Londres il y trois ans. Objectif: étudier les modes de consommation et les réseaux de distribution chinois, mieux identifier les opportunités de commerce entre la France et la Chine, favoriser la mise en relation entre les opérateurs... Ces actions multiples vers l'extérieur ne réduisent pas pour autant, naturellement, la poursuite des opérations traditionnelles de communication et de promotion du Marché. Notons en 2011 le renouvellement annuel du fameux

Tout au long de l'année, de nombreuses animations et opérations de promotion des ventes, organisées avec l'aide de la SEMMARIS, ont favorisé la dynamique commerciale au sein du VG1.



# STRATÉCIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

# MARKETING ET COMMUNICATION



macaron que peuvent afficher les clients du MIN - restaurateurs, poissonniers, bouchers, etc. - pour affirmer «Rungis, ma provenance fraîcheur». Ou le partenariat officiel avec la Quinzaine des Marchés d'Île-de-France durant la seconde moitié de mars. Ou la mise en avant de produits régionaux sur le carreau des producteurs de Rungis, au mois de mai 2011. Ou, encore, l'opération «Tous à la plage avec Rungis», début juillet, permettant aux acheteurs du marché physique de gagner une nouvelle collection de cadeaux... D'autres actions contribuent à renforcer la place de Rungis comme pôle de compétence alimentaire: la participation de la SEMMARIS, pour la seconde année consécutive. à la SITL (Semaine Internationale du Transport et de la Logistique), l'organisation pour la cinquième

Création d'une salle d'accueil pour les groupes de Visite Rungis au premier étage du pavillon

de la marée.

fois d'un stage pour 25 enseignants des filières hôtellerie-restauration et économie-gestion pour leur permettre de découvrir les métiers de Rungis, ou le soutien apporté, au mois de septembre, à l'opération «Le panier des Essentiels» lancée par le secrétariat d'État au Commerce.

#### De l'inauguration de la volaille à l'optimisation de l'accueil sur le Marché

Et puis, il y a eu l'événement phare de l'année 2011: l'inauguration du nouveau pavillon de la volaille, qui symbolise à sa manière le nouveau positionnement du Marché, alliant sa vocation historique avec les technologies modernes. Pour l'occasion, un plan de communication riche a été déployé sur six mois, avec pour point d'orgue l'inauguration officielle le 23 juin, après sa mise en service

commerciale le 5 avril. Un hors-série de Rungis Actualités y a été consacré, une fresque a été réalisée par le photographe Matt Larson à partir de photos d'employés du pavillon. En écho automnal à ces festivités printanières, le 24 novembre 2011 était enfin inaugurée la rue du Gers, bordant le nouveau pavillon, donnant lieu à une vaste animation dégustation en présence d'hôtes prestigieux.

Enfin, 2011 a également été marquée par la poursuite du programme Bienvenue à Rungis. Après un audit mené en 2010 sur l'accueil réservé aux professionnels sur le Marché, la SEMMARIS a démarré la mise en œuvre des actions qu'il a permis de déterminer. Une nouvelle signalétique (voir en rubrique *Investissements*) est en cours de déploiement tant sur les équipements d'orientation que, déjà, dans trois points d'accueil SEMMARIS. Les projets en cours liés à l'évolution des accès et de la carte d'acheteur. sésame pour rentrer sur le Marché.



de la nécessité de la renouveler lorsqu'elle s'approche de sa fin de validité.

Premiers résultats: 3 852 nouvelles cartes ont été créées, en hausse de 6,3%. Et en 2011, la fréquentation du Marché a augmenté de 1,8% (+5% pour les restaurateurs et +2% pour les détaillants sur marché. parmi les cibles prioritaires du MIN), portant le nombre de passages à plus de 1,2 million par an. 2012 parachèvera ces efforts : en renforçant la qualité de son accueil, Rungis enracinera de manière durable sa vocation de pôle de compétence alimentaire de premier plan.

#### Bienvenue à Rungis!

Au-delà de la venue des acheteurs professionnels sur le Marché qui constitue le cœur de son fonctionnement, Rungis attire de nombreux visiteurs. La SEMMARIS a conçu une nouvelle organisation de ces visites pour en améliorer les fruits tout en réduisant au maximum la gêne qu'elles peuvent occasionner pour le bon fonctionnement des opérations commerciales. Première étape, une salle a été aménagée au pavillon de la marée pour délivrer, avant la visite des pavillons, un premier

niveau d'information. Ensuite, une quinzaine de modules de visite différents ont été conçus afin de s'adapter aux profils des visiteurs : écoles professionnelles, entreprises, organismes professionnels, VIP, particuliers... Par ailleurs, des coursives ont été installées dans les bâtiments A4 (marée) et B2 (fruits et légumes) pour organiser la visite en étage. Et des panneaux d'information ont été érigés dans les bâtiments A4, V1P (viandes), puis au secteur des fruits et légumes.

# NOS MÉTIERS

# Du producteur à l'acheteur,

les meilleurs professionnels de France





#### Plus de 1 200 entreprises s'affairent quotidiennement

à Rungis pour en faire le plus beau marché de produits frais au monde. Elles se créent, se développent ou se transforment pour s'adapter aux mutations de leur marché et, dans tous les secteurs, maintenir leur offre à un haut niveau d'excellence. Dans une conjoncture difficile, les résultats sont au rendez-vous, confirmant le positionnement stratégique du Marché.



# L'ANNÉE DES ENTREPRISES Une offre qui s'élargit

Chaque année, de nouvelles entreprises s'implantent sur le Marché de Rungis et d'autres s'y agrandissent. Parallèlement, l'offre se diversifie vers des services et des produits complémentaires qui transforment le MIN en un pôle de compétence complet au service de la chaîne alimentaire.

De nouvelles entreprises se sont installées sur le Marché en 2011. témoignant de l'efficacité du site pour la vente de toutes les catégories de produits frais à tous les types de clientèle.

Godard - Chambon & Marrel s'est implantée sur le Marché de Rungis en 2011 afin d'y distribuer directement ses marques de foie gras (Godard) et de truffes fraîches (Chambon & Marrel). L'entreprise fabrique elle-même ses produits dans le Lot. les premiers à Gourdon et les seconds à Souillac. Elle propose également à ses clients des jambons ibériques ou, même, du caviar en complément de gamme. Misant sur sa maîtrise complète d'une filière 100% française et son histoire démarrée il y a un siècle et demi, l'entreprise est ainsi parvenue à doubler ses ventes sur le MIN.

Univeg Katopé France a inauguré en 2011 son entrepôt «dernière génération» sur la zone Eurodelta: 7 000 mètres carrés sous température dirigée, 2 700 mètres carrés de mûrisserie de bananes. 1 000 mètres carrés de station de conditionnement, un laboratoire qualité, 90 000 tonnes de capacité annuelle... Douze millions d'euros ont été investis dans ce bâtiment «intelligent et responsable» (fibre optique, fluide propre, variateurs

de fréquence, récupération de chaleur...) pour le groupe Univeg, leader européen des fruits et légumes pour lequel le choix de Rungis était «une évidence».

**L'Angevin Primeur** a été créée par un ancien salarié travaillant depuis près de trente années sur le MIN. Un magasin de près de 500 mètres carrés a été repris et d'importantes démarches commerciales ont été entreprises pour attirer une clientèle très diversifiée vers une offre large: à l'exception des produits exotiques, tous ses besoins en fruits et légumes peuvent être satisfaits.

**Maison Magellan** a installé un showroom de près de 200 mètres carrés dans le secteur horticulture, un emplacement atypique pour cette entreprise spécialisée dans l'épicerie fine biologique. Emplacement qui s'explique par son développement, depuis 2007, dans la transformation alimentaire des fleurs (confits de rose, de jasmin...) depuis son atelier de Montreuil, en Seine-Saint-Denis. Outre l'hôtellerie de luxe, la restauration ou les traiteurs, ces produits visent également les fleuristes ou les jardineries, pour un usage en confiture ou cocktail notamment.

Outre ces installations, d'autres entreprises de Rungis se sont agrandies pour répondre au développement

de leur marché. Leur extension est également l'occasion pour elles d'investir dans de nouveaux équipements optimisant tant leur productivité que la qualité de leur offre.

**Banagrumes** a mis en service cing nouvelles mûrisseries pour un mûrissage à la fois plus fin et plus efficace ainsi qu'une productivité optimisée (un gain de temps de 20 à 25%). Après une seconde tranche de travaux prévue pour l'été 2012, l'entreprise sera en mesure de traiter 7 000 tonnes de bananes. essentiellement issues de Martinique et de Guadeloupe. Grâce à une maîtrise thermique plus fine, les produits présentent une meilleure tenue à la vente aux consommateurs.

Comexa a également installé cinq mûrisseries d'avocats et de mangues, principalement destinés à la grande distribution. Afrique du Sud, Chili, Pérou, etc. pour les premiers, ou Côte-d'Ivoire, Brésil et d'autres pour les secondes, les origines des produits sont multiples afin de pouvoir couvrir les besoins sur toute l'année. À la faveur d'un déménagement lui permettant de tripler les surfaces à 3 000 mètres carrés, les équipements ont été modernisés et deux lignes de conditionnement (filets ou barquettes) y ont été ajoutées.



**Desmettre** s'est agrandie dans le secteur des fruits et légumes où sa surface de vente, dépassant le millier de mètres carrés, est passée de 22 à 26 portes pour accueillir une nouvelle activité de fruits secs. Traitant 30 000 tonnes par an, l'entreprise est spécialisée dans la fourniture de fruits et légumes en volumes importants à prix discount.

Mais le développement du Marché comme pôle de compétence (voir en Marketing) favorise également l'implantation d'acteurs complémentaires à l'activité du MIN. La logistique v tient une place prépondérante, notamment pour résoudre la difficile équation de la livraison du «dernier kilomètre».

**LR Services** a choisi Rungis pour y installer en test sa base de départ livraison pour le compte de McDonald's. En deux navettes par jour, l'entreprise livre les restaurants parisiens de l'enseigne grâce à deux caisses mobiles, l'une en frais et surgelés, l'autre en produits secs. Elles sont chargées depuis Rungis par un camion électrique respectant les normes de protection contre le bruit (moins de 70 décibels). garantissant une livraison silencieuse et non polluante (aucun CO₂ dégagé dans la capitale). Un concept qui pourrait être développé pour résoudre la question de l'approvisionnement des centres-ville.

**Delifresh** est une société spécialisée dans la livraison «fine» de petites commandes sur la région francilienne pour toutes les catégories de produits, sous froid (positif et négatif) ou à température ambiante. Elle dispose désormais sur Rungis d'une quarantaine de camions pour mutualiser les opérations logistiques des opérateurs en massifiant leurs volumes. Résultat: une réduction des coûts bien sûr, mais également un service très précis en termes horaires - sept jours sur sept,

de quatre heures du matin à vingt-deux heures - et une traçabilité en temps réel des températures et du suivi des livraisons.

En termes de services complémentaires, l'offre du MIN s'est également enrichie en matière de gestion des ressources humaines.

Forma2I est un nouveau centre de formation spécialisé en agroalimentaire (hygiène, HACCP, gestion de crise) mais également dans des domaines transversaux (prévention des risques professionnels, bureautique, développement personnel). Présente au pied de la tour Rungis. l'entreprise s'adapte aux besoins spécifiques des entreprises du Marché, notamment avec des horaires et des rythmes adaptés (des sessions peuvent démarrer dès deux heures du matin).

#### **Rungis Emploi Formation** est

un groupement d'employeurs qui recrute et met du personnel à la disposition de ses adhérents. Il répond notamment à leurs besoins spécifiques en matière de temps partiels, de postes saisonniers ou de compétences très spécialisées. Il propose également l'emploi de salariés en temps partagé entre plusieurs entreprises. Le groupement permet ainsi de répondre aux variations d'activité des entreprises, à leur désir d'expérimenter des fonctions nouvelles ou d'accompagner leurs projets de développement particuliers.

Par ailleurs, les services sur Rungis, ce sont aussi les produits complémentaires à l'offre alimentaire mais nécessaires au bon fonctionnement de l'activité commerciale des clients du MIN.

**Bocca-Sacs** s'est dotée d'un nouvel espace papeterie pour étoffer sa

gamme de produits et accessoires indispensables aux commerçants, notamment des métiers de bouche: emballages, manutention, décoration, agencement, outillage, coutellerie, produits d'entretien, vaisselle à usage unique, etc.

Rungis Glaces a repris l'activité de la Tour à glace installée à proximité du pavillon de la marée. Les travaux de rénovation seront achevés durant l'année 2012 (voir aussi en Investissements) pour apporter un service indispensable aux grossistes et aux usagers du MIN, poissonniers d'abord, mais également traiteurs et organisateurs de réception, en leur fournissant de la glace à rafraîchir.

Enfin, le Marché de Rungis, c'est aussi un lieu de vie où, par exemple, la présence de restaurants est très appréciée.

En 2011, trois restaurants du Marché ont été repris par de nouveaux exploitants, signe du dynamisme de cette activité sur Rungis: Les Oliviers, par des professionnels de la filière viande, **L'Océan** qui va être rebaptisé XXL Café, ainsi que Les Vendanges, anciennement appelé Le Grillon.



Godard - Chambon & Marrel



#### NOS MÉTIERS



# LES FRUITS 8 LÉGUMES



Tributaire des saisons et du climat, le marché des fruits et légumes a été fortement impacté par des événements internationaux majeurs.

Grossistes
CA 2010: 2 439 826 K€
ESTIMATION 11/10: 0,0%

2 853 767 KE

chiffre d'affaires 2010 Estimation 2011/2010: -0,3%

Producteurs
CA 2010: 20 120 K€
ESTIMATION 11/10: 0,0 %

4 %

Courtiers et sociétés Import / Export CA 2010: 393 821 K€ ESTIMATION 11/10: - 2,1 %





2011 se caractérise par des phénomènes contradictoires: un contexte à de multiples égards difficile, avec également des crises de production sur certaines catégories et une offre souvent abondante.



Et puis il y a eu la fameuse semaine 22! Où une crise sanitaire occasionnée par une contamination à la bactérie E. coli en Allemagne fut, faussement, attribuée à des concombres espagnols (l'origine provenait en réalité de graines de fenugrec germé). Conséquence: une perte quasi immédiate des arrivages de l'ordre de 85% notamment en provenance d'Espagne, touchant bien sûr le concombre, mais aussi des produits proches - ou du moins jugés comme tels - comme la tomate ou la courgette. Perte à laquelle s'ajouta alors la fermeture des frontières russes entraînant l'arrivée massive de produits dit de dégagement sur le MIN.

À un printemps doux - entrecoupé d'une parenthèse caniculaire occasionnant une avance de végétation, succéda un été pluvieux perturbant la consommation.

Et l'année s'acheva plus calmement sans performance particulière, si ce n'est pour certains produits exotiques portés par les fêtes. Finalement, 2011 se caractérise par des phénomènes contradictoires: un contexte à de multiples égards difficile, avec également des crises de production

sur certaines catégories, et une offre souvent abondante.

#### Des légumes en hausse

Ainsi, les arrivages de légumes ont augmenté de 6,3% en 2011, soit plus de 24 000 tonnes supplémentaires, pour dépasser les 399 000 tonnes sur le secteur. Derrière cette évolution générale se cachent des progressions très diverses et, cette année. d'amplitude assez importante.

Côté hausses, on trouve des produits à forts volumes: oignons (+8,5% à 31 500 tonnes), carottes (+2,3% à près de 25 000 tonnes), courgettes (+4,8% à près de 16 500 tonnes), poivrons (+13,3% à plus de 15 500 tonnes), champignons de Paris (+4,5% à plus de 10 000 tonnes). Mais certaines catégories de taille plus modeste ont connu des progressions plus fortes encore: choux-fleurs (+25,4% à 5 600 tonnes), artichauts (+13% à près de 4 800 tonnes), aulx (+12,4% à 4 250 tonnes).

Côté baisses, on trouvera naturellement les concombres dont les volumes ont, sur l'année complète, chuté de 6,8%, à moins de 12 000 tonnes. Mais d'autres légumes ont subi une forte contreperformance en 2011: endives (-10,6% à 8 500 tonnes), haricots verts (-11,4% à un peu plus de 10 000 tonnes), navets (-5,6%, à près de 4 700 tonnes). Pour leur part, les fruits ont vu leurs volumes baisser de 3.48% sur le Marché en 2011, à près de 407 000 tonnes, soit un manque de 14 000 tonnes. Comme pour les légumes, cette année s'est avérée très disparate en termes d'évolutions.



#### De fortes disparités dans les fruits

De même qu'en légumes, des produits de masse sur Rungis ont connu des progressions importantes: clémentines (+16,8% à près de 40 500 tonnes), oranges (+6,4% à près de 37 000 tonnes), raisins (+17,9% à plus de 25 000 tonnes), nectarines (+14% à plus de 16 000 tonnes), avocats (+15.2% à 17 000 tonnes). Et des catégories moins fortes ont même rencontré de véritables essors: mangues (+71,7% à 10 500 tonnes), pomelos (+55,2% à 10 500 tonnes également), citrons (+28,7% à plus de 9 000 tonnes), kiwis (+32,6 % à 8 000 tonnes).

Sont à la baisse: les pommes (-6,5% à moins de 42 000 tonnes), les ananas (-12,3% à moins de 14 000 tonnes), les pastègues (-7% à 15 000 tonnes).

#### Vers la modernisation du secteur

Parmi les phénomènes marquants observés sur le marché, les fruits et légumes biologiques poursuivent leur croissance à deux chiffres: un dynamisme qui profite surtout aux opérateurs spécialisés, ce créneau nécessitant d'y réserver une compétence quasi exclusive. À l'image d'autres secteurs, les opérateurs de fruits et légumes continuent à fortement se développer dans les services de livraison à destination de leurs

Le secteur attend en 2012 la livraison du nouveau bâtiment C3.

#### CONJONCTURE

## LES ACHATS DES MÉNAGES ONT BAISSÉ EN 2011

Selon Kantar Worldpanel, les quantités de fruits achetées par les Français en 2011 ont diminué de 5,1 %, cette baisse se retrouve à travers toute l'Europe. Les prix moyens ont augmenté de 1,4% par rapport à 2010, et même de 4,7 % par rapport à la moyenne des années 2005 à 2010. On note que, bien que très élevé (98,9%), le taux de pénétration dans les achats des ménages de cette catégorie a légèrement diminué de 0,3%.

Côté légumes, si le taux de pénétration est resté stable (99,2%), les volumes ont baissé de 2,3 % en 2011. Leurs prix ont pourtant

également diminué de 4,5 % par rapport à 2010, même s'ils restent en hausse de 1,1 % en comparaison de la moyenne des années 2005 à 2010. Par ailleurs, les quantités de légumes biologiques continuent leur progression: elles représentent désormais 4,8% des achats des ménages. Bien que le nombre de ménages acheteurs ait diminué de 6,4 %, les volumes consommés ont augmenté de 6,3% en 2011, occasionnant une hausse globale de 47 % par rapport aux cinq années précédentes.

À l'international, la balance commerciale française reste déficitaire. En légumes frais,

les exportations atteignent 801 millions d'euros pour des importations de 1,36 milliard sur les onze premiers mois de l'année 2011. En fruits, le déficit est plus important du fait des produits exotiques et des agrumes: 2,66 milliards d'euros importés contre 1,25 milliard d'euros exportés.





#### **ENTREPRISES**

200 grossistes

66 producteurs

72 courtiers et sociétés d'Import/Export

66 chez les producteurs

279 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export



ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2011/2010
Fruits et légumes	806 885	+1,2%
Fruits	407 243	- 3,4 %
Légumes	399 642	+6,3%

NDLR: les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques



#### NOS MÉTIERS





# LES PRODUITS CARNÉS

Le nouveau pavillon de la volaille a tiré l'ensemble des activités du secteur, à l'exception du porc qui n'a pas échappé aux difficultés rencontrées cette année par la filière.

89%

#### Grossistes

CA 2010: 1 339 109 K€ ESTIMATION 11/10: +7,8%

53 % en viandes de boucherie CA 2010 : 698 550 K∈ Estimation 11/10 : + 8,6 %

**18% en volailles et gibier** CA 2010 : 245 732 K€ Estimation 11/10 : + 12,8 %

**11 % en porc** CA 2010 : 150 936 K€ Estimation 11/10 : +0,3 %

**18 % en triperie** CA 2010 : 243 891 K€ Estimation 11/10 : + 5 % %

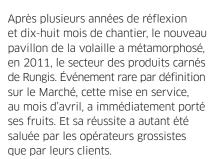
Courtiers et sociétés Import/Export CA 2010: 169 618 K€ ESTIMATION 11/10: +16.4%

1508727 K€

chiffre d'affaires 2010 Estimation 2011/2010: +8.8%

# Les produits carnés

Le nouveau pavillon de la volaille a suscité la venue de nouveaux acheteurs. voire motivé le retour d'anciens. d'autant que les opérateurs ont profité de l'occasion pour amplifier leur prospection commerciale.



Conséquence: le sous-secteur des volailles a clôturé l'année 2011 avec une croissance de ses volumes de 4,6%, pour dépasser les 90 000 tonnes. Et certains opérateurs ont enregistré des développements plus forts encore, de l'ordre de 20%. Une croissance qui a été constatée aux premiers jours de fonctionnement du nouveau pavillon, dès ce moment porté par des tendances avoisinant les +10%.

Il est vrai que ce sous-secteur est déjà favorisé par des évolutions de la consommation favorables à la volaille (sauf en 2011, voir Conjoncture) et, de ce fait, propices à une hausse des achats des clients du MIN. Mais le nouveau pavillon a également suscité la venue de nouveaux acheteurs, voire motivé le retour d'anciens, d'autant que les opérateurs ont profité de l'occasion pour amplifier leur prospection commerciale.

#### Convivialité et efficacité

Au-delà de sa réussite économique. le nouveau pavillon a tout de suite profité des progrès techniques et fonctionnels que sa construction a permis - notamment un froid garanti à trois degrés - tout en maintenant son identité et sa convivialité, avec

un esprit de marché préservé par des aires de vente ouvertes. Outre l'incontournable restaurant Saint Hubert, des services nouveaux sont désormais proposés aux visiteurs grâce à l'arrivée de deux accessoiristes, déjà présents sur le Marché et qui ont choisi d'y décliner leur présence.

Les capacités de stockage ont été augmentées mais, surtout, l'aménagement des quais de chargement et de déchargement a fluidifié les opérations de manutention, engendré des gains de temps impactants et permis de nouvelles activités à caractère logistique. Cela a notamment été remarqué le mardi, journée traditionnellement la plus active. ou durant les fêtes de fin d'année.

L'instauration de ce nouvel outil n'a pas manqué, de surcroît, de générer un impact positif sur l'ensemble des produits carnés. Une fois à Rungis, les nouveaux clients - bouchers, restaurateurs... - peuvent aisément étudier les autres offres. Si cet impact n'est pas quantifiable, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des produits carnés a connu une année 2011 plutôt positive.

#### Le bœuf retrouve la croissance

C'est surtout le cas des viandes de boucherie portées par la reprise des volumes en viande bovine. Après une année 2010 déjà favorable. ces derniers ont gagné 1,4% pour dépasser les 65 000 tonnes, mettant un terme à leur régression chronique depuis plusieurs années. Signe que Rungis parvient à tenir



un rôle à part, dans un contexte de consommation qui reste en régression (voir en encadré Conjoncture).

Et les autres espèces de viande de boucherie sont d'ailleurs, elles aussi, parvenues à maintenir leur activité: mouton stable à 31 500 tonnes et veau, à près de 18 000 tonnes. De même, les produits tripiers, après quelques années d'essor succédant aux affres des crises de l'ESB, se stabilisent à plus de 27 500 tonnes.

#### Réflexions autour du porc

Seules, les viandes de porc subissent une baisse de leurs volumes de 6,1%, perdant plus de 4 000 tonnes pour atteindre 63 500 tonnes. Elles souffrent naturellement des difficultés de la production en amont et d'un contexte très concurrentiel qui, de plus, tire les prix vers le bas. Des difficultés qui interviennent alors que démarre à Rungis une réflexion sur un processus de restructuration du secteur.

Ce dernier doit, à son tour, procéder à sa modernisation; toutes les solutions sont à l'étude pour confirmer la pertinence d'une offre porcine sur le Marché de Rungis. Pertinence jamais démentie, et même validée par la présence de grands intervenants notamment, mais à laquelle une évolution maîtrisée permettra d'apporter un nouveau dynamisme.

#### CONJONCTURE

#### LA CONSOMMATION BAISSE DANS SON ENSEMBLE

En 2011, le secteur des produits carnés est sans doute celui de Rungis qui s'est le plus affranchi du contexte global de la consommation. Il reste, certes, concerné par les tendances qui marquent cette dernière, mais son positionnement particulier fondé notamment sur les boucheries artisanales qui maintiennent désormais leurs parts de marché – lui permet d'en atténuer les effets les plus négatifs.

Sur le plan national, la consommation de viandes de boucherie fraîches était en baisse de 2,9 % sur les neuf premiers mois de l'année 2011

selon Kantar Worldpanel cité par FranceAgriMer: bœuf à -3,7% en volume, veau à -3,8%, ovins à -5,4%, porc à -2,5%, abats à -3,5% et, même, produits élaborés à-1%.

Moins touchées, les volailles ont sans doute pâti d'une hausse de leurs prix de 5,8 % (alors que la viande augmentait de 2,8% seulement), en raison du renchérissement des céréales. Leurs volumes ont diminué de 1,6 %, entraînés par une chute du lapin de 6,9%, la baisse des poulets restant limitée à 1 % (avec des découpes en hausse de 2,6%).

Quant aux produits surgelés (7 % de la consommation globale de produits carnés), ils ont également affiché des baisses en viandes bovines: -1,7% pour le steak haché qui représente le gros du marché, -19% pour les autres références. En revanche, les volailles ont progressé de 4,3% et les abats, un segment très modeste, de 9,5%.



#### ENTREPRISES

67 grossistes: 30 en viande de boucherie, 18 en volaille et gibier, 7 en porc, 12 en triperie. 24 courtiers et sociétés d'Import/Export

#### **EMPLOYÉS**

1 444 chez les grossistes: 725 en viande de boucherie, 270 en volaille et gibier, 242 en porc, 207 en triperie. 69 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export



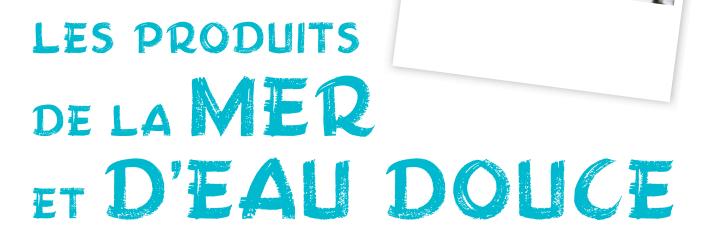


ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2011/2010
Produits carnés	299 894	+ 0,3 %
Viande de boucherie	118 427	+0,8%
Volaille et gibier	90 332	+4,6%
Porc	63 508	-6,1%
Triperie	27 627	+0,5%

NDLR: les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques







Malgré des prix tirés vers le haut, le secteur de la marée maintient ses volumes et développe même son offre haut de gamme.



764 571 KE

chiffre d'affaires 2010 Estimation 2011/2010: +6.1%

81%

**Grossistes**CA 2010: 616 280 K€
ESTIMATION 11/10: +10.9%



Courtiers et sociétés Import / Export CA 2010: 148 291 K€ ESTIMATION 11/10: -13,7 %





## Les produits de la mer et d'eau douce

Une année somme toute assez calme, tandis que l'année précédente avait été plus mouvementée.



Les ventes de poissons et de produits de la mer sont restées stables sur le Marché de Rungis en 2011. Elles ont certes enregistré une légère baisse sur le pavillon de la marée: -1,3%, soit moins de 800 tonnes perdues pour un total annuel dépassant les 62 200 tonnes. Mais cette baisse a largement été compensée par une reprise de 3,2% des zones annexes d'entrepôts (soit plus de 3 300 tonnes, pour un total de près de 107 432 tonnes), après une année 2010 où ces dernières avaient légèrement réduit leurs flux.

Une année somme toute assez calme. tandis que l'année précédente avait été plus mouvementée: après un premier semestre des plus encourageant, l'activité du secteur avait été fortement pénalisée par les grèves du mois d'octobre 2010, suivies par une vague de neige en décembre dont, seules, les fêtes de fin d'année avaient permis d'effacer les effets négatifs. Plus tranquille donc, 2011 a toutefois reproduit le même schéma cyclique, au point qu'il est envisageable que ce dernier devienne la règle au pavillon de la marée.

#### Un cycle annuel s'installe

Le premier semestre s'est montré bien orienté, avec des volumes d'arrivages en nette croissance (un cumul à +2,6% à fin mai); puis, l'été a marqué une pause certaine, et logique, dans l'activité des opérateurs (+0.2% à fin août) à laquelle la rentrée de septembre n'est pas parvenue à mettre un terme. Les mois d'automne s'inscrivent alors à la baisse (-1,9% à fin novembre) et, une nouvelle fois, les fêtes de fin d'année redressent assez nettement l'activité annuelle: aidé notamment par des conditions

climatiques particulièrement clémentes, le mois de décembre 2011 affiche un +3,8% par rapport à l'année précédente. Souvent interprétée comme une réaction hédoniste à la morosité conjoncturelle, cette bonne activité festive - désormais récurrente à Rungis dont l'offre haut de gamme favorise le maintien s'illustre particulièrement sur le pavillon de la marée. Ainsi, les homards ont vu une hausse de 19.2% de leurs volumes à près de 700 tonnes. Même les huîtres. fortement pénalisées par la surmortalité et la hausse des prix d'au moins 20% qui en a découlé, sont parvenues à maintenir leurs arrivages à près de 3 000 tonnes.

#### Le haut de gamme en tête

Plus généralement, deux espèces ont connu une année particulièrement favorable. Les bars ont vu leurs tonnages augmenter de 25,8% à 2 500 tonnes, et les dorades de 17.6% à plus de 3 200 tonnes. Portées par l'élevage, elles sont pourtant positionnées à des prix élevés. mais leur haute qualité en fait des produits très prisés, par la restauration notamment. En revanche, d'autres catégories plus traditionnelles sont à la peine: cabillaud (-6,5% à un peu plus de 1 500 tonnes), maquereaux (-9,4 % au même niveau), merlans (-12,3% à un millier de tonnes) et thon albacore (-9,8% à un peu plus de 1 000 tonnes, notamment parce qu'il est de plus en plus vendu sous forme de longe et non entier, ce qui engendre une perte mécanique de volumes). Enfin, après plusieurs années de croissance, l'arrivage de poissons en filets affiche une baisse de 6,1%, à un peu plus de 3 400 tonnes; avec en corollaire un développement significatif

du filetage à Rungis, notamment pour la restauration. Globalement, l'année 2011 s'est terminée par une stabilité des poissons de mer qui représentent près de la moitié de l'ensemble des tonnages du pavillon de la marée.

#### Contre-performance du saumon

Pour leur part, les poissons d'eau douce ont légèrement fléchi, de 3,3% à 11 000 tonnes environ, essentiellement à cause de la contre-performance du saumon: abonné aux fortes croissances ces dernières années, il a vu ses tonnages, pour la première fois depuis longtemps, diminuer notamment parce que l'offre norvégienne s'est davantage tournée vers les États-Unis faisant face à la raréfaction de leurs approvisionnements chiliens habituels. Toutefois, le saumon et ses 9 700 tonnes accaparent non seulement l'essentiel de sa catégorie, mais il reste la première espèce vendue sur le secteur.

Les coquillages ont également diminué de 3,5%, en raison d'une baisse de 4,4% des ventes de moules, descendues à un peu plus de 5 700 tonnes et, dans une moindre mesure, des coquilles Saint-Jacques, -3,1% à 2 900 tonnes. Inversement, les crustacés ont gardé une tendance positive, malgré une baisse notable des langoustines (-24,3% à 615 tonnes). Outre le homard déjà cité, les crevettes tropicales tirent le marché, en augmentation de 8% pour dépasser les 2 000 tonnes. À noter également la croissance de 10,4% des tourteaux dont les volumes ont dépassé les 800 tonnes. Enfin, l'activité de transformation (charcuteries de la mer, filets fumés...) est restée stable à près de 1 300 tonnes.

#### CONJONCTURE

#### **RUNGIS MIEUX QUE** LA CONSOMMATION NATIONALE

Si les volumes d'arrivages en produits aquatiques se sont maintenus à Rungis en 2011, cela ne semble pas avoir été le cas sur l'ensemble du marché national. Selon FranceAgriMer s'appuyant sur les études de Kantar Worldpanel, les ménages ont diminué leurs achats de poissons frais de 6,3% en volume sur les neuf premiers mois de l'année. À noter que les poissons découpés affichent même – contrairement à l'habitude – une tendance encore plus négative (-6,9%), de même que les poissons préemballés (-9,7%).

Est-ce la faute de la hausse des prix? Ces derniers ont en effet augmenté de 5,4% en moyenne, la plupart des espèces affichant même des inflations supérieures. Parmi les plus fortes baisses de volumes, le panga (-29,4%), la dorade (-20,2%), la truite (-19,9%) ou le saumon (-12,5%). Et la conjoncture n'a pas été plus favorable aux coquillages (-9,4%, dont -20,1 % pour les huîtres) ou aux crustacés (-3,6%).

Le contexte général présente donc des différences notables avec l'activité du MIN.

La première raison est sans doute que ces statistiques n'intègrent pas les achats de la restauration qui semble au contraire se tourner davantage vers le poisson et dont le segment supérieur a le vent en poupe. Or les parts de marché de Rungis sont fortes sur les poissonneries de détail et la restauration, deux circuits qui valorisent mieux le haut de gamme et la variété.











ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2011/2010
Produits de mer et d'eau douce	169 663	+1,5%
Pavillon	62 231	- 1,3 %
Autres entrepôts	107 432	+3,2%



#### NOS MÉTIERS



Nette reprise des produits traiteur. redressement des fromages... Et les professionnels redoublent d'efforts commerciaux.



**Grossistes** 

CA 2010: 879 734 K€ ESTIMATION 11/10: +5,4%

48 % en produits laitiers CA 2010 : 425 200 K€ Estimation 11/10 : + 3,9 %

52% en produits traiteur CA 2010: 454 534 K€ Estimation 11/10: +6,8%

**Courtiers** et sociétés Import/Export

CA 2010: 576 215 K€ ESTIMATION 11/10: +14,7%

**64 % en produits laitiers** CA 2010: 370 279 K€ Estimation 11/10: NC

36 % en produits traiteur CA 2010 : 205 936 K€ Estimation 11/10 : + 14,7 %

455 949 K€

chiffre d'affaires 2010 Estimation 2011/2010: +7,2%



### Les produits laitiers et traiteur

### Côté produits, on remarque la poursuite de l'essor des produits biologiques ainsi que la bonne tenue des produits exotiques.

et traiteur a enregistré en 2011 une hausse de l'ensemble de ses arrivages de 5,2%. Cette hausse résulte d'une légère baisse des volumes de produits laitiers et avicoles (-2,7%), largement compensée par une forte hausse (+10,4%) des produits traiteur. La diminution des produits laitiers et avicoles, à 64 300 tonnes, est essentiellement due à celle des produits laitiers en dehors des fromages (-9,3%): les laits liquides ou en poudre baissent de 14,3%, à 12 500 tonnes, les beurres de 9% à 3 600 tonnes et les yaourts ou desserts lactés de 4% à un peu plus de 4 000 tonnes. En revanche, les crèmes redressent leurs volumes de 2,4%, à plus de 4 500 tonnes. De leur côté, les produits avicoles régressent de 0,7%, malgré le maintien des œufs frais à près de 9 500 tonnes. mais en raison d'une chute importante - en dépit de leurs volumes modestes des ovoproduits.

Le secteur des produits laitiers

#### Une bonne année pour les fromages...

Pour autant, les fromages, qui pèsent 46% de l'ensemble du sous-secteur des produits laitiers et avicoles, ont connu une année favorable: malgré un premier semestre difficile, les ventes ont repris au second semestre, leur permettant de clore l'année avec des volumes en hausse de 2,8%, à près de 30 000 tonnes. Chose logique puisqu'ils en représentent 85%, la moitié de cette hausse est le fait des fromages au lait de vache, notamment tirés par la croissance de 5,6% des fromages frais, qui dépassent les 4 000 tonnes. Le poids lourd des fromages, les pâtes molles, reste bien orienté avec

des volumes en hausse de 1,7%, à plus de 9 200 tonnes, tandis que la hausse des pâtes pressées cuites (+2,1% à près de 5 200 tonnes) compense largement la légère érosion des pâtes pressées non cuites (-0,3%, à plus de 5 500 tonnes). Et les autres catégories de fromages affichent de belles performances. même si elles se produisent sur des volumes beaucoup plus faibles. La première, les fromages de chèvre, a progressé de 7.1% pour dépasser les 2 400 tonnes, et la seconde, les fromages de brebis, a gagné 1%, dépassant le millier de tonnes.

#### ... et une année faste pour le traiteur

Pour leur part, les produits traiteur ont connu une année faste, passant de 100 000 tonnes à plus de 110 000 tonnes. Ce sous-secteur rassemble par nature une grande hétérogénéité de produits qui, par conséquent, connaissent des évolutions assez contrastées.

Les produits à base de viandes ont gagné 3,6%, à plus de 10 600 tonnes, notamment grâce à une hausse de 2,8% des charcuteries et salaisons qui en représentent près de 60%. À noter que les foies gras ont vu leurs ventes augmenter de 13,5%, sur des volumes bien sûr plus réduits. Les produits à base de poisson ont également progressé de 12,6%, pour atteindre 2 500 tonnes. Les fruits et légumes ont progressé de 4 600 tonnes dont 2 000 tonnes pour les produits Bio.

Enfin, les autres catégories qui composent le sous-secteur ont presque toutes connu une année 2011 positive : les huiles (+16,4 % à près de 1 500 tonnes), les boissons



(+11 % à 26 500 tonnes), les conserves et produits d'épicerie (+8.3% à 11 500 tonnes), les produits élaborés frais (+10,5% à 2 300 tonnes) ou les produits congelés et surgelés (+5,3% à 24 500 tonnes).

#### **Export, livraison et animation**

De façon générale, l'activité du secteur reste portée par deux nouveaux axes de développement qui s'imposent: l'exportation - notamment pour les fromages - d'une part, et la livraison d'autre part. De plus en plus d'entreprises du Marché lui allouent d'importants movens et la flotte de véhicules de livraison présents sur le secteur s'est d'ailleurs sensiblement étoffée en 2011. À noter également l'éclosion incontestable des ventes sur Internet. Côté produits, on remarque la poursuite de l'essor des produits biologiques, ainsi que la bonne tenue des produits exotiques. Concernant les produits festifs, les commandes pour les fêtes de fin d'année se sont déclarées assez tard, mais le fait que les réveillons soient placés un samedi a largement profité à la semaine qui les précédait. Enfin, le secteur des produits laitiers et traiteur est particulièrement friand sur Rungis d'animations et dégustations en tous genres, organisées en partenariat avec Stratégie Gourmet: «Rungissants de Printemps» avec les Compagnons Fromagers en mai 2011, «Avant-goût d'été» puis «Gruyère français» en juin, «Trois jours fous» avec Les Fromageries occitanes en décembre. Elles témoignent d'un effort renouvelé des opérateurs pour développer une politique commerciale conquérante.

#### CONJONCTURE

#### LES ACHATS DES MÉNAGES SE SONT STABILISÉS

Au niveau national, la consommation de produits laitiers s'est montrée assez stable en 2011. Selon Kantar Worldpanel cité par FranceAgriMer, elle a légèrement progressé de 0,3% en volume, malgré une hausse des prix de l'ordre de 2,6%. Si les achats de lait de consommation ont régressé de 0,4% comme sur Rungis, ceux de produits ultra frais (yaourts et desserts) ont augmenté de 1,2 % en volume. La consommation de crème a, pour sa part, augmenté de 2,8%, tandis que celle de matières grasses solides (beurres, margarines) a légèrement baissé de 0,5%.

En fromages, la conjoncture nationale s'est avérée plus modérée que sur le MIN. Les achats ont progressé de 0,8% sur l'ensemble: +0,9% pour les fromages au lait de vache, +0,3 % pour les fromages de chèvre et, même -1,4% pour les fromages au lait de brebis. Parmi les produits phares du marché, le camembert baisse de 1,7%, le coulommiers de 1,4%, et le fromage à raclette de 9,1%, sans doute en raison de températures hivernales plus douces qu'à l'accoutumée. En revanche, l'emmental a vu ses volumes augmenter de 1,1 %, le comté de 1,9 %

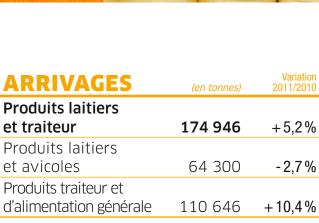
et surtout la mozzarella a connu une véritable explosion avec des achats consommateurs augmentant de 11,1 %.

Les autres catégories de produits couvertes par le secteur des produits laitiers et traiteur du MIN sont trop nombreuses pour être ici répertoriées. Notons toutefois

que la consommation alimentaire s'est stabilisée en 2011.

En dehors du rebond des boissons, favorisées par la météorologie, la plupart des familles de produits affichaient des taux de variation inférieurs à 1 %, en positif comme en négatif.





NDLR: les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.







# LHORTICULTURE ET LA DÉCORATION

Si les fleurs coupées souffrent des difficultés économiques, les plantes en pot ont repris leur progression en 2011.

Grossistes CA 2010:194 301 K€ ESTIMATION 11/10:+1,0%

Estimation 11/10: +4,3% 68 % en fleurs coupées,

feuillages CA 2010: 132 008 K€

Estimation 11/10: - 0,6 %

Producteurs
CA 2010: 27 388 K€
ESTIMATION 11/10: 0,0%

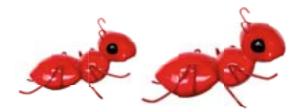
**Courtiers** et sociétés Import/Export

CA 2010: 2 757 K€ ESTIMATION 11/10:0,0%

224446 KE

chiffre d'affaires 2010 Estimation 2011/2010: +1,0%





## L'horticulture et la décoration

Les orchidées tiennent tête. Elles ont vu leurs volumes augmenter de 13,9%, à plus de 1,8 million de tiges. Elles profitent d'un phénomène de mode qui leur est favorable.



Comme en 2010, le secteur de l'horticulture et de la décoration a souffert de la conjoncture économique. C'est du moins le cas des fleurs coupées dont les arrivages sur Rungis ont diminué de 6,8%, passant d'un peu plus de 200 millions de tiges en 2010 à 187 millions en 2011. Mais elles constituent de loin la première famille du secteur, puisque leur chiffre d'affaires représente plus des deux tiers de ses ventes.

Or, à la différence des produits alimentaires, les fleurs coupées ne relèvent pas de la nécessité: elles sollicitent des achats de plaisir, par nature temporaire, généralement liés à l'acte d'offrir. D'ailleurs, elles sont la catégorie dont les amplitudes de variations suivant les mois sont les plus fortes sur Rungis; logiquement, ce sont elles aussi dont le creux estival, en juillet et en août, est le plus marqué.

Certains opérateurs parviennent à résister à ce contexte, notamment quand ils sont spécialisés sur des niches de produits - certaines origines lointaines notamment - ou quand ils bénéficient de liens privilégiés avec la production française qui leur permettent de préserver une variété d'offre les exemptant de la baisse des marges qui affectent les catégories les plus standardisées.

#### La rose souffre. l'orchidée profite

La plupart des variétés vendues sur le Marché ont été affectées par une baisse de leurs volumes en 2011. La rose - la première d'entre elles puisque ses 66 millions de tiges représentent 35% des arrivages de fleurs coupées à Rungis - a également été la première touchée: une baisse de 5.3% aui représente plus de 3,7 millions de tiges. Mais d'autres ont également souffert: alstroemeria (-12,7% à 3,4 millions de tiges), fleurs exotiques (-12,8% à 2,1 millions), anthurium (-16,9% à 1,5 million), sans oublier les bouquets en baisse de 12%, à 4,6 millions de tiges.

Parmi les seules à tenir tête. les orchidées ont vu leurs volumes augmenter de 13,9%, à plus de 1,8 million de tiges. Elles profitent d'un phénomène de mode qui leur est favorable. De même, les feuillages sont parvenus à maintenir leurs volumes à près de 6,3 millions de bottes. Paradoxalement, il est probable que ces derniers profitent de la conjoncture puisqu'ils contribuent, du fait de leur coût inférieur, à préserver la marge des fleuristes qui doivent affronter la concurrence grandissante de l'offre en grande distribution et en commerce sous enseigne.

#### Les plantes en pot en croissance

Pour des raisons différentes, les plantes en pot n'ont pas pâti de la conjoncture. Ces produits, par nature plus durables, ont même vu leurs volumes augmenter de 5,4%, à 16,6 millions d'unités. Les plantes vertes, dont le positionnement est le plus proche des fleurs coupées, ont subi une légère dégradation de leurs arrivages (-4,4% à près de 1,4 million de pots).

Mais les deux poids lourds du soussegment ont suffi à tirer l'ensemble: les plantes fleuries en hausse de 5,3%, à plus de 7,5 millions de pots, ont sans doute profité d'un début de printemps favorable aux replantations dans les jardins ou sur les balcons;

les plantes à massif, en hausse de 6,5% à plus de 6,4 millions de pots, profitent quant à elles de la poursuite des efforts des collectivités locales pour embellir leur environnement.

#### Au rythme des fêtes

Enfin, le sous-secteur de la décoration ne connaît plus les progressions spectaculaires qu'il avait connues entre les années 2005 et 2008. Mais après un tassement de son chiffre d'affaires en 2009, il connaîtrait plutôt désormais une stabilisation logique. Reste que la période de fin d'année lui est favorable, ainsi qu'aux branchages peints ou, bien sûr, aux sapins. En 2011, les ventes de sapins verts se sont maintenues, tandis que celles de sapins floqués (enduits de couleurs ou givrés de blanc) ont augmenté de 7% malgré des prix de vente supérieurs.

Car le secteur horticulture et décoration vit avant tout au rythme des saisons et des fêtes qui émaillent l'année. Ces dernières évoluent d'ailleurs parallèlement aux tendances de la société: le muguet du 1er mai perd de son intensité, ce qui encourage les opérateurs à mieux maîtriser leur activité en ce domaine; la commémoration des défunts début novembre est également en retrait progressif comme en témoignent les arrivages de chrysanthèmes en baisse de 2,9% en 2011, même s'ils représentent toujours près de 7 millions de tiges.

Inversement, la Saint-Valentin reste un temps fort sur le Marché, tandis que la Fête des grand-mères monte régulièrement en puissance et que la Fête des mères reste un événement incontournable.

#### CONJONCTURE

#### LINE CONFIRMATION DES TENDANCES DU MARCHÉ

Bien que les statistiques horticulture de FranceAgriMer ne soient pas encore connues en 2011, on observe que les chiffres de l'année 2010 annoncent les évolutions constatées sur le Marché de Rungis l'année d'après. Les achats de végétaux d'ornement par les particuliers ont représenté 3,3 milliards d'euros en 2010, se répartissant à 70% pour les végétaux d'intérieur et à 30 % pour les végétaux d'extérieur.

Or les premiers affichent des volumes stables pour une dépense en valeur en hausse de 1,5%. Représentant plus de la moitié du chiffre

d'affaires, les fleurs coupées reculent de 8.9% en volume et de 2,6% en valeur. En revanche, les végétaux d'extérieur étaient à la hausse en 2010 dans les achats des ménages: +3,7% en volume et +3.2% en valeur. Les plantes à massif représentent 52 % des volumes achetés, en hausse de 2,9 % (+7,9% en valeur).

À noter que, si les fleuristes conservent 40 % des ventes de détail, le marché est réparti entre un nombre important de types d'acteurs: jardineries spécialisées (21 %), grandes et moyennes surfaces (13 %), mais aussi ventes

sur l'exploitation (9%), marchés (6%), ventes par correspondance ou libres-services agricoles (3% chacun). Enfin, le commerce extérieur horticole français reste marqué par un volume d'importations huit fois supérieur à celui des exportations, même si 96,4% des échanges sont intracommunautaires.





#### **ENTREPRISES**

67 grossistes: 9 en plantes, 58 en fleurs coupées, feuillages 82 producteurs 4 courtiers et sociétés d'Import/Export

#### **EMPLOYÉS**

355 chez les grossistes : 57 en plantes, 298 en fleurs coupées, feuillages

82 chez les producteurs

6 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export







<b>ARRIVAGES</b>		Variation 2011/2010
Fleurs coupées(1)	187 103	-6,8%
Plantes en pot <sup>(2)</sup>	16 575	+ 5,4 %

(1) en milliers de tiges (2) en milliers de pots

## UN JOUR À RUNGIS

























## Un jour à Rungis

5 avril 2011: premier jour d'exploitation et d'activité commerciale pour le nouveau pavillon de la volaille VG1 et sa plate-forme logistique VG2. Beaucoup d'acheteurs fidèles ce jour-là, ainsi que de nombreux prospects venus à l'invitation des grossistes. Aux dires de tous, une vraie réussite.



## **SEMMARIS**

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex www.rungisinternational.com

# Bienvenue/ À RUNGIS



La qualité passe par

## **SEMMARIS**

- Composition du Comité de Direction
- 2 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
- Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 8 Mandats ou fonctions exercés
- Evolution des chiffres clés
- 2 Bilan
- Compte de résultat
- Flux de trésorerie
- 6 Annexe au bilan et au compte de résultat
- 28 Rapport général des Commissaires aux comptes

# Composition du Comité de Direction

au 1er janvier 2012



Marc Spielrein Président-Directeur Général



Dominique Batani Directeur du Marché



Francis Lefèvre Secrétaire Général







David Bourganel Directeur Marketing et Communication



Alain Perrier Directeur des Affaires Économiques et Foncières

#### **Actionnariat**

Altaréa	33,34%
État	33,34%
Ville de Paris	13,19%
Département du Val-de-Marne	5,60%
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60%
Professionnels et divers	9,93%

# Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

#### L'ACTIVITE DU MARCHE INTERNATIONAL DE RUNGIS

La conjoncture économique d'ensemble a été correcte. malgré la crise de la dette, puisque le PIB a augmenté de 1,7% et le pouvoir d'achat des ménages de 1,4%. L'activité du tourisme et de l'hôtellerie a été favorable avec un nouveau record du nombre des nuitées d'hôtel en 2011. Dans ce contexte, les entreprises du Marché ont enregistré, sur le marché physique, des arrivages en tonnage en hausse de 2,1%, et ont conforté leur part de marché dans la distribution alimentaire.

Le marché des fruits et légumes a été fortement perturbé par le climat exceptionnel du printemps qui a avancé la date de mise en marché de nombreux produits français. qui se sont ainsi trouvés en concurrence accrue avec les produits d'importation. La crise sanitaire provoquée par Escherichia coli dans le nord de l'Allemagne a entraîné une forte baisse de la consommation de certains légumes (concombres, courgettes, tomates, salades) pendant plusieurs mois à partir de la fin mai. Dans ce contexte de crise, les entreprises de Rungis, en dépit de critiques injustes, ont augmenté la proportion de produits français dans leur activité.

Le décret du 31 décembre 2010 sur la contractualisation obligatoire de la première mise en marché des fruits et légumes a créé une grande confusion, car il est manifestement inapplicable. La dérogation concernant les producteurs vendant leur production sur les Marchés d'Intérêt National, si elle était bienvenue, n'a pas réglé l'ensemble de la question de la contractualisation.

Le nombre total d'entrées sur le Marché a été de 6 735 672, en augmentation de 1,7% par rapport à 2010. Le nombre d'entrées d'acheteurs a été de 1 208 939, en augmentation de 1,8% par rapport à 2010.

Au cours de l'exercice 2011, 28 procédures collectives ont concerné des entreprises du Marché (24 procédures en 2010).

En fin d'exercice, le taux d'occupation du domaine immobilier atteignait 94,18% (93,74% à fin décembre 2010).

#### LES COMPTES DE LA SEMMARIS

#### Le chiffre d'affaires

Il a été de 91,586 M€ en augmentation de 2,4% par rapport à 2010. Ses principales composantes ont varié de la façon suivante:

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 11M€, soit +6,2% par rapport à 2010.

Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité sont restés stables à 25,29 M€.

Le produit des saisies, les locations de matériel et l'exploitation du point E sont restés stables également à 1,09 M€.

Les redevances homologuées se sont élevées à 35,28 M€ contre 34,15 M€ en 2010.

Les redevances indexées se sont montées à 15,28 M€. soit +6,2% par rapport à 2010 à mettre en regard de l'augmentation applicable de l'Indice du Coût de la Construction qui avait progressé de 1,27%.

L'annuité 2011 des Droits de Première Accession (DPA) étalés a représenté 793 K€ contre 785 K€ en 2010.

La remise pour prélèvement automatique a engendré une diminution de recettes de 1,03 M€, montant inférieur à 2010 (1.31 M€) en raison de la réduction du taux de cette remise de 2% à 1.5%.

#### Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres et travaux refacturés) se sont élevés à 37,58 M€ contre 38,40 M€ en 2010 et 38,70 M€ en 2009. La baisse amorcée en 2010 s'est poursuivie en 2011.

Les principales variations par rapport à 2010 concernent:

- Les achats de matières et fournitures (eau, électricité, combustibles): -953 K€
- Le nettoiement du Marché pratiquement stable: +2 K€
- Les dépenses d'entretien-réparations-maintenancepetits travaux: +206 K€
- Les honoraires: +102 K€
- Les dépenses de promotion du Marché en raison notamment de l'obtention de concours extérieurs pour le financement de certaines actions: -57 K€.

Les charges de personnel ont représenté 16,10 M€, en augmentation de 4,4% par rapport à 2010. Les rémunérations hors indemnités de licenciement ont été de 9,98 M€ en augmentation de 2,8 % par rapport à 2010. L'écart entre ces deux taux d'augmentation provient essentiellement des cotisations URSSAF et des charges liées à l'intéressement, au plan d'épargne d'entreprise et à la prime de partage des profits.

Les impôts et taxes se sont montés à 1,37 M€ contre 1,01 M€ en 2010, soit une augmentation de 34,9%. Elle provient pour une grande part (273 K€) des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 24,24 M€ (22,67 M€ en 2010). Les amortissements du domaine concédé ont progressé de 6% et les provisions de caducité de 7,8%. Les provisions pour dépréciation des créances se sont élevées à 255 K€ contre 127 K€ en 2010. Elles représentent 0,28% du chiffre d'affaires.

#### Les résultats

En définitive, l'excédent brut d'exploitation s'est élevé à 35,77 M€, soit 39,05 % du chiffre d'affaires. Il représentait 37,6% du chiffre d'affaires en 2010 et 37,3% en 2009.

Le résultat brut d'exploitation est de 12,39 M€ à comparer à 11,37 M€ en 2010 et 11,35 M€ en 2009.

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de -0,46 M€ contre 0,28 M€ en 2010. Si la trésorerie moyenne disponible est très proche de celle de 2010 (54,25M€ en 2011 contre 54,14M€ en 2010), le rendement financier moyen a été de 2,11% contre 2,23% en 2010 en raison de la baisse des taux d'intérêt. Le résultat financier est aussi grevé d'une provision de 0,67 M€ qui traduit la valeur de marché du portefeuille obligataire en raison du niveau élevé des taux d'intérêt long terme atteint en fin d'exercice 2011. Si ces obligations sont conservées jusqu'à leur échéance, leur remboursement au nominal est garanti par les émetteurs.

Le résultat courant avant impôts sur les sociétés est de 13,24 M€ contre 13,08 M€ en 2010 et 13,01 M€ en 2009.

Le résultat sur opérations exceptionnelles est de 907 K€. En dehors d'opérations proches de l'équilibre en produits et charges exceptionnelles (immobilisations cédées à SOMAVOG, destruction du bâtiment D6a, sinistre du sol du pavillon A4), les charges exceptionnelles comportent les conséquences du jugement du Tribunal Administratif

de Cergy concernant la taxe professionnelle des exercices 2001-2002-2008-2009-2010 duquel la SEMMARIS fait appel pour 772 K€ et des coûts et dépréciations liés au transfert de SOMAVOG dans le pavillon VG1 pour 379 K€.

Les produits exceptionnels comportent notamment l'indemnité d'assurance pour la destruction du D6a pour 776 K€, à la suite d'un incendie survenu en septembre 2011.

Les opérations habituelles sur DPA ont contribué pour 989 K€ au résultat exceptionnel.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,34 M€ équivalent à 30,7 % du résultat comptable avant impôt sur les sociétés.

Le résultat net comptable est de 9,37 M€ (-1,7% par rapport à 2010). Il représente 12,6% de la situation nette au 31 décembre 2011.

#### Le bilan

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2011 de 74,61 M€ avant répartition des résultats de l'exercice 2011.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 34,58 M€ (32,04 M€ en 2010 et 31,63 M€ en 2009).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 19,71 M€, qui représentent 24,46% du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

La trésorerie, nette des dettes financières, était de 18,11 M€ au 31 décembre 2011.

#### Affectation du résultat

Les dividendes distribués au cours de ces trois derniers exercices ont été les suivants:

- 2010: 10,90 € par action, soit une distribution totale de 4 215 476,90€
- 2009: 9,20 € par action, soit une distribution totale de 3 558 017€
- 2008: 7,50 € par action, soit une distribution totale de 2 900 558€

Pour l'exercice 2011, il est proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 12,10€ par action, soit une distribution totale de 4 679 566,10€ et l'affectation au report à nouveau des 4 694 066,01€ représentant le solde du résultat net de l'exercice.

### Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Cénérale

#### Informations relatives aux délais de règlement de nos fournisseurs

Conformément aux dispositions du Code de Commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2011 et 2010 est présentée ci-dessous:

En K€	Tot	el Echéances échues (litiges)		Echéances s) à 30 jours		Echéances à 60 jours		
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Fournisseurs de biens et services	7 008,2	8 014,7	534,9	416,7	4 087,8	4 686,1	2 385,5	2 911,9
Comptes rattachés	2 499,6	2 063,2						
Sous-total	9 507,8	10 077,9						
Fournisseurs d'immobilisations	7 761,6	9 322,0	418,1	445,3	5 176,8	6 137,0	2 166,7	2 739,8
Comptes rattachés	2 472,6	5 611,7						
Sous-total	10 243,2	14 933,7						

La Loi de Modernisation de l'Economie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1er janvier 2009.

Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activité, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Nos conditions générales d'achats ont été revues et ajustées pour répondre à cette règlementation. À compter du 1er janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

## BUREAUX RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100% de la SEMMARIS, a été de 2,4 M€, correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour les 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,57 M€.

Fin 2011, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 78,61% (79,35% à fin 2010 et 87,13% à fin 2009).

L'avance en compte courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 8 K€.

Le montant de cette avance est de 1,83 M€, BRI ayant remboursé, en 2011, 397 K€ sur cette avance.

#### LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif moyen mensuel a été de 210,4 salariés (211,7 en 2010 et 212,3 en 2009).

Le taux d'absentéisme moyen – hors congés de maternité – s'est élevé à 3,83%, contre 3,81% en 2010 et 4,2% en 2009.

Une somme de 285 K€, représentant 2,9% de la masse salariale, a été dépensée pour la formation professionnelle (2% en 2010 et 3,1% en 2009).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé pour 2011 qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 1% au 1<sup>er</sup> mai et de 1.2% au 1<sup>er</sup> octobre.

Deux accords triennaux (exercices 2011, 2012 et 2013) ont été signés concernant l'intéressement et la participation. Une réserve de participation de 426 K€ a été constituée au titre de la participation, et le montant de l'intéressement pour l'exercice est de 503 K€.

La capitalisation totale du Plan d'Epargne d'Entreprise était de 4,52 M€ à fin 2011 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 187 K€ en 2011. Un accord d'entreprise a été signé concernant la « prime dividendes » qui prévoit le versement à chaque salarié en 2011 d'une somme de 700 €.

#### LES INVESTISSEMENTS DE 2011

Le montant total des investissements réalisés en 2011 a été de 24,2 M€, inférieur au budget en raison d'un décalage dans le temps des opérations concernant les bâtiments C3 et F5.

## La mise aux normes d'hygiène alimentaire

Le bâtiment VG1 du sous-secteur de la volaille a été mis en service le 5 avril 2011. Il a permis une croissance significative du tonnage commercialisé en volaille, car de nombreux clients qui ne fréquentaient plus le pavillon VG1 en raison de ses conditions de fonctionnement sont revenus sur le Marché.

Le montant des engagements de 2011 a été de 3,65 M€. En définitive, le budget total de cette opération a été de 19,6 M€.

## Le maintien du niveau technique de l'outil

 Toiture du pavillon de la Marée A4: cette opération s'étale sur deux exercices et 1,62 M€ ont été immobilisés en 2011.

- Tramway RATP: les travaux de création de la ligne T7 qui doit être mise en service à la fin de 2013 se sont poursuivis en 2011. La SEMMARIS, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué a engagé 905 K€, pris en charge par le Syndicat des Transports d'Île-de-France.
- Terminal ferroviaire: la SEMMARIS a réalisé en 2011 une protection des quais contre la pluie et la neige pour 627 K€. L'opération est aujourd'hui terminée et son décompte général et définitif a été présenté à la Région Île-de-France, au département du Val-de-Marne et à la SNCF qui cofinancent cette opération avec la SEMMARIS. Le trafic a été soutenu en 2011 sur cette installation.
- Tour à glace: cette installation qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de fermeture fin 2010 pour des raisons d'hygiène a été réhabilitée pour un montant de 349 K€. La SEMMARIS a désigné un nouvel exploitant et cette installation a été remise en service au début de 2012.
- Réseaux techniques: les travaux sur ces réseaux (eau. assainissement, électricité, chauffage, vidéo surveillance...) se sont élevés à 1,66 M€.
- Sécurité incendie: les investissements à ce titre se sont élevés à 640 K€.
- Évolution de la réglementation liée aux monte-charge: des travaux ont porté sur la modernisation de 4 montecharge et la mise en conformité de 47 appareils pour un montant total de 220 K€.

#### Restructuration de locaux non loués ou mal occupés

- Bâtiment C3: un montant de 6,57 M€ a été immobilisé sur ce projet en 2011. Il doit être livré en octobre 2012.
- Bâtiment C5b: les travaux préliminaires ont démarré en 2011 et 442 K€ ont été immobilisés pour ce projet au cours de l'exercice écoulé.

#### Densification et nouvelles offres immobilières

- Plate-forme logistique VG2: cette plate-forme, qui comporte notamment une importante chambre froide négative et qui a été livrée en même temps que le pavillon de la volaille, a fait l'objet d'investissements à hauteur de 1,87 M€ en 2011. Son coût total a été de 3,95 M€. Elle est aujourd'hui exploitée par la SOMAVOG.
- Bâtiment F5: un montant de 279 K€ a été immobilisé au titre des travaux préliminaires.
- Bâtiment DE1: ce dernier bâtiment de la zone Euro-Delta est en exploitation depuis avril 2011 par la société UNIVEG. Les travaux de finition réalisés en 2011 ont représenté 389 K€. Le coût total de ce bâtiment a été de 9 M€.

#### LES ACTIVITES INTERNATIONALES

La SEMMARIS a poursuivi en 2011 ses missions de conseil en Chine et en Inde et a signé un nouveau contrat en Russie

En Chine, la SEMMARIS a poursuivi sa coopération avec son partenaire Shenzhen Agricultural Products Company (SZAP) au sein de la société en Joint-Venture Shanghai Rungis Market Management Company. Les comptes de cette société pour 2011 sont équilibrés (chiffre d'affaires 2,85 M¥ soit 0,3 M€, résultat net: 35 K¥ soit 4 K€). Les études de 2011 ont porté sur le programme, le plan masse, le plan d'affaires et la commercialisation du Marché de Jinghai à Tianjin, ainsi que l'ouverture de la 1<sup>re</sup> tranche du Marché de Nanning qui s'est déroulée avec succès le 19 juin 2011.

Le développement de l'activité de la JV vers des mandats de gestion de nouveaux marchés de gros se heurte actuellement à certaines difficultés.

En Inde, le contrat signé avec Haryana State Marketing Agricultural Board s'est poursuivi sans difficultés de paiement quoique à une cadence ralentie.

La SEMMARIS a par ailleurs signé un contrat d'étude pour le développement d'une plate-forme agroalimentaire à Moscou à l'automne 2011 qui est actuellement en cours de réalisation

D'autres contrats d'étude sont en cours de négociation.

#### LE PROGRAMME DE MARKETING **STRATEGIOUE**

Les actions menées en 2011 s'inscrivent dans le cadre du plan Marketing & Communication 2011-2013, dont l'un des enjeux majeurs est de positionner Rungis comme pôle de compétence moderne et légitime, grâce à la concentration sur un même site de tous les métiers du frais, procurant ainsi à l'ensemble une position clé dans la compétition économique mondiale. Parmi les projets phares de l'année, on peut citer:

- un plan d'action de 6 mois pour le lancement du nouveau pavillon de la volaille avec, en point d'orgue, son inauguration le 23 juin,
- le recours à de nouveaux outils de communication digitaux (plate-forme acheteurs SMS, application IPhone notamment),
- la mise en place du programme « Bienvenue à Rungis » avec notamment la refonte de la signalétique d'accueil,
- une animation de 15 jours au carreau des producteurs en fruits et légumes pour la valorisation de l'offre francilienne en produits transformés,
- la présence pour la première fois sur le salon des Maires à Paris et sur HORTIFAIR à Amsterdam,
- l'évaluation précise en termes de statistiques d'arrivage de l'offre transport et logistique du Marché.

### Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Cénérale

• le déploiement d'une nouvelle organisation Visite Rungis plus qualitative pour les visiteurs et moins perturbante pour les opérateurs.

Hors contrat d'affichage CBS OUTDOOR, la Direction Marketing & Communication aura facturé plus de 215 K€ en relations publiques-promotion des ventes à des entreprises extérieures souhaitant communiquer sur le Marché, et un peu moins de 200 K€ auront été directement pris en charge par des opérateurs du Marché dans le financement d'opérations du plan d'action 2011.

## UNE EXPLOITATION RESPECTUEUSE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La SEMMARIS a poursuivi ses opérations d'exploitation en intensifiant ses actions en faveur de l'environnement, notamment dans les domaines suivants:

#### L'eau sous surveillance

Dans le cadre d'une consommation désormais stabilisée, des travaux de renouvellement des équipements de comptage et des canalisations du réseau se sont poursuivis pour garantir la fiabilité des mesures, la facturation aux opérateurs et maintenir le taux de rendement du réseau du Marché, qui atteint 93%.

L'eau, c'est aussi la qualité des rejets. Un arrêté préfectoral de 2004 fixe des seuils maximaux de pollution dans les réseaux d'eaux usées comme dans ceux des eaux pluviales. Concernant les eaux usées, quatre nouvelles conventions de rejet ont été signées en 2011 avec des établissements présentant un risque potentiel, portant leur nombre à 49.

Concernant les eaux pluviales déversées dans la Seine après prétraitement, la SEMMARIS dispose de plus de 10 500 m³ de volume de rétention à la parcelle: l'objectif est d'atteindre un débit de rejet de 10 litres par seconde par hectare, contre les 35 auparavant autorisés par la réglementation. Cette mise en conformité progresse au rythme des modernisations et des nouvelles installations.

#### Modernisation du réseau d'éclairage public

Le cahier des charges relatif à la rénovation de l'éclairage public a été finalisé durant l'année, permettant de lancer la consultation nécessaire au démarrage des travaux au mois de septembre 2012. Ces derniers porteront tant sur la distribution électrique – passage de la haute à la basse tension pour fiabiliser les installations en évitant le recours à des transformateurs – que sur l'éclairage lui-même par le remplacement d'environ 3 000 lampes.

Cette rénovation permettra de réduire les coûts d'exploitation et également d'améliorer la sécurité routière et la sûreté des personnes, grâce à un meilleur confort visuel donné par la qualité des lampes choisies (intensité, couleur...).

Par ailleurs, le renouvellement des éclairages intérieurs se poursuit avec la même ambition grâce au choix de lampes basse consommation, éventuellement accompagnées de détecteurs de présence pour les déclencher ou de systèmes de gradation selon l'apport de lumière naturelle.

## Du R22 au R404A pour les installations de froid

Le remplacement des fluides frigorigènes se poursuit et s'achèvera en 2012 avec deux ans d'avance sur l'échéance réglementaire.

#### Fiabilisation du réseau de chaleur

Pour fiabiliser ses 60 kilomètres de réseau de chaleur, la SEMMARIS a étudié en 2011 la mise en place d'alarmes dans les bâtiments dont les produits présentent une grande sensibilité aux variations de température. Installés en sous-stations, ces dispositifs d'alerte permettent d'être informé en temps réel d'éventuels dysfonctionnements et d'intervenir avec une meilleure réactivité.

## Amélioration continue de la gestion et de la valorisation des déchets

L'activité du MIN génère environ 60 000 tonnes de déchets par an. Outre l'instauration du tri sélectif, la politique de conteneurisation vise la réduction des déchets laissés au sol: ils ont encore diminué de 9 000 à 7 000 tonnes en 2011 et quatre nouveaux points propreté ont été installés.

L'élimination des biodéchets a fait l'objet en 2011 de la création d'un progiciel – baptisé Sesam (système électronique de saisie de marchandises) – permettant aux concessionnaires d'effectuer leurs demandes de retrait et d'élimination depuis l'extranet du site www.rungisinternational.com. La gestion des enlèvements est donc réalisée directement sur le Web, permettant ainsi un suivi des historiques de collecte et l'édition imprimée de certificats de retrait de marchandises.

## Des espaces verts aux fonctions multiples

Enfin, l'achèvement de la construction du dernier bâtiment de la zone EuroDelta en 2010 a été l'occasion de réaménager les espaces verts sur un hectare environ. Outre leur rendu esthétique, ces espaces contribuent à l'amélioration environnementale et les espèces végétales qui les composent sont notamment choisies pour leur résistance à la sécheresse, et par conséquent leur arrosage est réduit.

## EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE 2012

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter de façon significative les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1er janvier 2012.

# Résultats financiers des cinq derniers exercices(en €)

	2007	2008	2009	2010	2011
Situation financière					
a) Capital social	6 187 856	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	386 741	386 741	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	80 634 256	83 391 038	87 428 574	89 470 965	91 586 143
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	33 169 709	32 910 961	36 092 181	36 681 911	35 942 338
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	4 543 556	4 008 849	4 805 483	4 379 152	4 343 022
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	650 026	476 645	590 317	501 215	426 528
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	7 101 863	7 042 292	8 945 770	9 531 910	9 373 632
f) Montant des bénéfices distribués	2 339 783	2 900 558	3 558 017	4 215 477	4 679 566
Résultat des opérations réduites à une seule action					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	85,77	85,10	93,32	94,85	92,94
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	18,36	18,21	23,13	24,65	24,24
c) Dividende passé à chaque action	6,05	7,50	9,20	10,90	12,10
Personnel					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	215	212	212	212	210
b) Montant de la masse salariale	8 742 939	8 995 187	9 547 484	9 889 161	10 051 512
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	4 798 244	5 043 001	5 382 382	5 537 594	6 052 062

## Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

#### par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/Nature du mandat	Société
Gilles BOISSONNET	
Président	Alta Drouot
	Foncière Altaréa
Président du Directoire	Altaréa France
Membre du Conseil de Surveillance	8'33
Gérant ou cogérant	Les Clausonnes Investissement
	SNC Alta Les Essarts
	Altarea France
	Socobac
Gérant associé	Société civile Jouffroy 2
Représentant permanent de Altaréa France	Alta Berri / Alta Cité / Alta CRP Montmartre / Alta CRP Vivienne / Alta Ollioules 1 / Alta Ollioules 2 / Alta Saint-Honoré
	SAS Avenue de Fontainebleau / SAS L'Empire / SAS Nanterre Quartier de l'Université / SAS Sillon 3
	Alta Mantes Gambetta / Bercy Village / Centre Commercial de Valdoly / Drouet D'Erlon / Foncière Cezanne Matignon / Foncière Cezanne Mermoz / Grand Tour / Jas de Bouffan / Lille Grand Place / Matignon Commerce / Ori Alta / Sillon
	SCI Alta Nouveau Port La Seyne / SCI Bercy Village 2 / SCI Centre d'Affaires du KB / SCI du Petit Menin / SCI Espace Grand Rue / SCI Limoges Invest / SCI Rue de l'Hôtel de Ville / SCI Retail Park des Vignoles
	SNC Alta Aubette / SNC Alta CRP Aubergenville / SNC Alta CRP Gennevilliers / SNC Alta CRP Guipavas / SNC Alta CRP La Valette / SNC Alta CRP Mougins / SNC Alta CRP Puget / SNC Alta CRP Rambouillet / SNC Alta CRP Ris-Orangis / SNC Alta CRP Ruaudin / SNC Alta CRP Valbonne / SNC Alta Les Essarts / SNC Alta Mulhouse / SNC Alta Pierrelaye / SNC Alta Thionville / SNC Alta Tourcoing / SNC Alta Troyes / SNC Altarea / SNC Altarea Les Tanneurs / SNC Aubergenville 2 / SNC Aubette Tourisme Residence / SNC Avenue Paul Langevin / SNC Bordeaux Sainte Eulalie / SNC Coeur d'Orly Promotion / SNC Crèches Invest / SNC du Centre Commercial de Thiais / SNC du Centre Commercial du KB / SNC Gennevilliers 2 / SNC Le Pré Long / SNC Monnet Liberté / SNC Plaisir 1 / SNC Plaisir 2 / SNC Sillon 2 / SNC Toulouse Gramont
	SCI des Clausonnes / SCI Kleber Massy / SCI Reims Buirette / SCI Vendôme Massy 2
	Société d'Aménagement de la Gare de l'Est / Société du Centre Commercial de Massy / Société pour la Réhabilitation l'Aménagement et la Construction / TECI et Compagnie
Martine BONNY	
Présidente du Directoire	Grand Port Maritime de Dunkerque jusqu'au 4 août 2011
Représentante Permanente du Grand Port	SEA Bulk (GIE) jusqu'au 4 août 2011
Maritime de Dunkerque	NFTI (SAS) jusqu'au 4 août 2011
Inspectrice Générale de l'Administration du Développement Durable	Ministère du Logement, des Transports et du Développement Durable depuis le 5 août 2011
Bruno BORREL	
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)
Président	Odeon Développement (SAS)
	Odexport (SAS)
	Odeon (SAS)
	Société Basco-Savoyarde d'Investissement BSI (SAS)
	Société de Commission de Produits Laitiers SCPL (SAS)
Directeur Général	Fromages et Détail (SAS)

Nom/Nature du mandat	Société
Eric DUMAS	
Administrateur	Altarag SrI
	Altarea Italia
	Aurelia Trading Srl
Cogérant	SNC Altarea Management
Jean-François FAVRE	
Gérant	SNC Cœur Chevilly
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Eric GIRY	
Administrateur	ADEME
Commissaire du Gouvernement	Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA)
	Institut National de la Qualité et de l'Origine (INAO)
Membre du conseil d'administration	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
Marc HERVOUET	
Président-Directeur Général	Somavog (SAS)
Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Représentant du Président	MMCC Conseil Financière Courtin Hervouet (SAS)
	Financière Courtin Hervouet de SAS COTTIN
	Financière Courtin Hervouet de SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIES
Gérant	Etablissements Jouhaud (SARL)
	MMCC Conseil
Christian HERVY	
Administrateur	SADEV 94 (SAEM)
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
	Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de L'Haÿ-les-Roses
	Association des communes et communautés du Grand Orly
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS
Solenne LEPAGE	
Administratrice représentant l'Etat au Conseil d'Administration	Thermes Nationaux d'Aix-les-Bains (SA) jusqu'au 3 mars 2011
	Société de financement et d'investissement pour la réforme et le développement (SOFIRED) depuis le 14 mars 2011
	Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies (LFB SA) depuis le 25 novembre 2011
Jacques NICOLET	
Administrateur	Altarag Srl / Altarea Italia / Altapar
Président et Consejero Delegado	Altarea España, SLU
Président du Conseil de Surveillance	Altarea / Altareit
Membre du Conseil de Surveillance	Altarea / Altarea France / Altareit / Cogedim
Président	JN Investissements / SAS JN Holding
Gérant	SCI Damejane / SCI du 14 Rue des Saussaies
Gérant Associé	SNC JN Participations
Représentant Permanent de SAS JN Holding Christian PEPINEAU	JN Finances
Président-Directeur Général	Paris-Select (SA)
	Select Diffusion (SA)
Administrateur	Grefel (SA)
	Rungis Actions (SASCV)

## Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

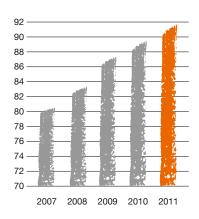
#### par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/Nature du mandat	Société
Jeanne-Marie PROST	
Membre du Conseil de surveillance, représentante de l'État	Aéroport de Strasbourg - Entzheim
Francois RUBICHON	
Directeur Général Délégué	Aéroports de Paris SA
Administrateur	ADP Ingénierie
Vice-Président du Conseil d'Administration	Airport Council International (ACI)
	Union des Aéroports Français (UAF)
Président	Média Aéroports de Paris
Marc SPIELREIN	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
Président-Directeur Général	Société Agricole et Immobilière du golf de St-Nom-la-Bretèche (SA)
Administrateur	Groupe Revue Fiduciaire (SA)
	Florence Doré (SA)
Alain TARAVELLA	
Président-Directeur Général et Administrateur	Aldeta
Président du Conseil d'Administration	Altarea Italia
Administrateur	Altarea España, SLU / Altarag Srl
Président du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Membre du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Président	Alta Pat 1 / Alta Patrimoine / Altafi 2 / Altafi 3 / Altafi 4 / Altafinance 2 / Altapar
Cogérant	Altaréa
Représentant Permanent de Altarea	Alta Blue / Alta Rungis / Alta Delcasse / Alta Développement Italie / Altalux Italy Sarl / Altalux Spain Sarl / Alta Spain Archibald BV / Alta Spain Castellana BV / AltaFund Value-Add
Jackie THEART	
Président	APHUMR
Secrétaire Général	SDHIF
Cogérant	SCH THEART

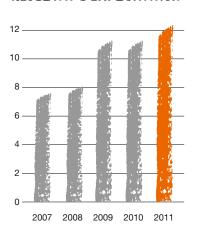
## Evolution des chiffres clés

(en millions d'euros

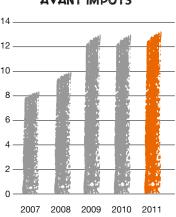
CHIFFRE D'AFFAIRES



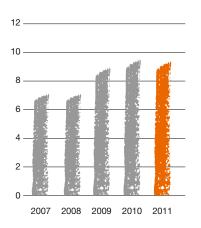
RESULTAT D'EXPLOITATION



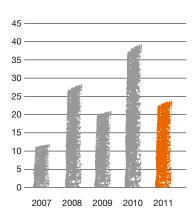
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS



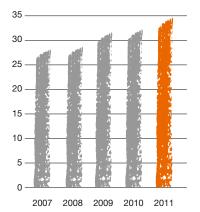
RESULTAT NET COMPTABLE



INVESTISSEMENTS



#### CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT



# Bich au 31 décembre 2011 (en €)

A / *17		Exercice N			
ACTIF	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	912 088	710 360	201 728	210 125	
Autres (logiciels)	803 125	710 360	92 765	32 744	
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326	
Immobilisations en cours (logiciels)	17 637		17 637	86 056	
Immobilisations corporelles propres à la société	2 444 006	2 063 446	380 560	201 315	
Terrains	64 138		64 138	64 138	
Constructions	163 068	163 068			
Matériel et outillage	228 338	226 277	2 060	947	
Matériel de transport	107 439	107 439		3 823	
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 461 887	1 227 177	234 710	132 407	
Agencements et installations	339 484	339 484			
Immobilisations en cours	79 651		79 651		
Immobilisations corporelles du domaine concédé	521 522 003	130 611 650	390 910 353	385 330 830	
Immobilisations non renouvelables					
Terrain	6 850 091		6 850 091	6 850 091	
Constructions	233 869 789		233 869 789	216 892 881	
Agencements et installations générales & divers	27 361 328		27 361 328	26 407 619	
Immobilisations renouvelables					
Matériel et outillage	126 327 621	66 214 887	60 112 734	61 230 673	
Agencements et installations	113 243 332	64 396 763	48 846 569	48 460 707	
Immobilisations en cours	12 339 762	01330703	12 339 762	25 299 600	
Avances et acomptes sur immobilisations	1 530 079		1 530 079	189 259	
Immobilisations financières	12 590 456		12 590 456	13 041 327	
Participations	10 504 796		10 504 796	10 504 796	
Créances rattachées à des participations	1 828 853		1 828 853	2 226 143	
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085	
Prêts	20 003		20 003	20 003	
Autres	236 722		236 722	290 303	
Total I	537 468 552	133 385 456	404 083 096	398 783 597	
ACTIF CIRCULANT	337 400 332	133 303 430	404 003 030	330 703 337	
Stocks et en-cours		<u> </u>			
Autres approvisionnements					
Avances et acomptes versés	14 903		14 903	51 007	
Créances d'exploitation	22 439 503	1 013 300	21 426 203	30 696 600	
Clients et comptes rattachés	15 104 329	1 013 300	14 091 029	18 448 394	
Autres débiteurs		1 013 300	5 189 560	7 117 042	
Créances diverses	5 189 560				
	2 145 614	724 474	2 145 614	5 131 164	
Valeurs mobilières de placement Actions	56 645 136	721 171	55 923 965	49 878 596	
	FC C 4F 12C	704 474	FF 022 06F	40.070.506	
Autres titres	56 645 136	721 171	55 923 965	49 878 596	
Disponibilités	3 665 513		3 665 513	813 293	
Banques et Chèques Postaux	3 636 633		3 636 633	780 306	
Caisses	4 952		4 952	9 559	
Régies d'avance	23 929		23 929	23 429	
Charges constatées d'avance	1 455 610	4	1 455 610	1 505 060	
Total II	84 220 665	1 734 470	82 486 195	82 944 556	
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Charges à répartir					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL GENERAL	621 689 217	135 119 926	486 569 291	481 728 153	

PASSIF	Avant ré	Avant répartition		
PASSIT	Exercice N	Exercice N - 1		
CAPITAUX PROPRES				
Capital	14 696 158	14 696 158		
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703		
Réserve légale	1 469 616	1 469 616		
Autres réserves				
Report à nouveau	34 019 998	28 703 565		
Résultat de l'exercice	9 373 632	9 531 910		
Sous-total situation nette	74 610 107	69 451 952		
Autres fonds propres - droits du concédant				
Subventions nettes reçues	68 111 307	66 560 558		
Amortissements de caducité	223 819 303	216 110 688		
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392		
Sous-total droits du concédant	315 320 003	306 060 638		
Total I	389 930 110	375 512 590		
PROVISIONS				
Provisions pour risques	982 513	998 461		
Provisions pour charges				
Total II	982 513	998 461		
DETTES				
Dettes financières	42 202 484	47 538 445		
Emprunts et dettes auprès des établissements de Crédit	25 558 056	31 821 732		
Autres dettes financières	16 644 427	15 716 713		
Avances et acomptes reçus	725 593	533 414		
Dettes d'exploitation	18 889 502	18 091 137		
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	9 507 784	10 077 915		
Dettes fiscales et sociales	8 547 392	7 419 813		
Autres	834 327	593 409		
Dettes diverses	11 726 523	17 294 466		
Dettes sur immobilisations	10 234 154	14 933 714		
Autres	1 492 370	2 360 752		
Produits constatés d'avance	22 112 567	21 759 641		
Total III	95 656 668	105 217 102		

TOTAL GENERAL 486 569 291 481 728 153

# Compte de résultat (en liste) exercice 2011 (en €)

per .	Exercice N		Exercice N - 1		
	Montants HT	Totaux partiels	Montants HT	Totaux partiels	
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Prestations de service					
- Produits proportionnels	14 484 784		14 977 621		
- Produits ordinaires	51 358 768		49 327 678		
- Produits sur services concédés	1 871 486		1 745 205		
- Charges récupérables	22 726 044		22 596 768		
- Produits divers	348 184		211 328		
<ul> <li>Produits des activités annexes &amp; remises accordées</li> </ul>	796 878		612 364		
Montant du chiffre d'affaires		91 586 143		89 470 965	
Reprises sur provisions	479 299	479 299	337 025	337 025	
Transfert de charges	342 595	342 595	268 573	268 573	
Autres produits & subventions d'exploitation	267 193	267 193	222 212	222 212	
TOTAL I		92 675 230		90 298 775	
CHARGES D'EXPLOITATION					
Consommation de l'exercice		38 344 985		39 382 496	
Achats stockés					
- Autres approvisionnements	580 733		821 832		
Achats non stockés de matières premières	6 796 592		7 844 699		
Services extérieurs					
- Personnel extérieur	1 117 507		1 234 017		
- Autres	29 850 152		29 481 949		
Impôts, taxes et versements assimilés		1 368 822		1 014 530	
Sur rémunérations	353 834		272 899		
Autres	1 014 988		741 631		
Charges de personnel		16 103 574		15 426 755	
Salaires et traitements	10 051 512		9 889 161		
Charges sociales	6 052 062		5 537 594		
Dotations aux amortissements & provisions		24 240 959		22 671 397	
Sur immobilisations	13 227 596		12 456 302		
Provisions sur actif circulant	254 967		127 202		
Provisions pour risques et charges	10 758 396		10 087 892		
Autres charges	223 812	223 812	434 780	434 780	
TOTAL II		80 282 152		78 929 958	
1) RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		12 393 078		11 368 817	
Produits financiers		2 579 007		2 676 987	
De participation	1 299 839		1 436 679		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 045		8 075		
Reprises sur provisions	, 0.10		31 245		
Différence positive de change			160		
Cession valeurs mobilières	1 272 123		1 200 828		
TOTAL III	1 2 / 2 1 2 3	2 579 007	1 200 020	2 676 987	
Charges financières		1 735 916		963 936	
Dotations aux amortissements & provisions	668 763	1733310		303 330	
Intérêts et charges assimilées	932 284		963 897		
Différence négative de change	50		39		
Cession valeurs mobilières	134 820		33		
TOTAL IV	134 020	1 735 916		963 936	
2) RESULTAT FINANCIER (III-IV)		843 091		1 713 052	
3) RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT (1 + 2)		13 236 168		13 081 869	
Produits exceptionnels		8 529 686		4 051 586	
Sur opérations de gestion	1 376 425	6 323 000	1 422 302	4 051 560	
Sur opérations de gestion Sur opérations en capital	1 3/0 425		1 422 302		
- Produits de cession éléments actifs	1 400 125		1 000 000		
- Produits de Cession éléments actifs Autres	1 489 135		1 900 000		
	469 603		336 210		
Reprises sur provisions	3 141 272		62 492		
Transferts de charges	2 053 250	0.530.606	330 581	4.054.506	
TOTAL V		8 529 686		4 051 586	
Charges exceptionnelles	1 010 00 :	7 622 672	4 4 4 0 4 5	2 721 177	
Sur opérations de gestion	1 019 904		141 945		
Sur opérations en capital	4 000 465		0.4.0.05		
- Valeur comptable des éléments cédés	4 899 108		2 143 292		
- Autres	1 193 655		406 940		
Dotations aux amortissements & provisions	510 005		29 000		
	310 003				
TOTAL VI	310 003	7 622 672			
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		907 014		1 330 408	
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) Participation des salariés (VII)	426 528	<b>907 014</b> 426 528	501 215	<b>1 330 408</b> 501 215	
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) Participation des salariés (VII) Impôt sur les bénéfices (VIII)		<b>907 014</b> 426 528 4 343 022	501 215 4 379 152	<b>1 330 408</b> 501 215 4 379 152	
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) Participation des salariés (VII) Impôt sur les bénéfices (VIII) TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	426 528	907 014 426 528 4 343 022 103 783 922		<b>1 330 408</b> 501 215 4 379 152	
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) Participation des salariés (VII) Impôt sur les bénéfices (VIII)	426 528	<b>907 014</b> 426 528 4 343 022		2 721 177 1 330 408 501 215 4 379 152 97 027 348 87 495 438	

## Flux de trésorerie exercice 2011 (en €)

	Exercice N	Exercice N-1
Flux de trésorerie liés à l'activité (Opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	8 526 547	8 376 744
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs	14 151 326	12 583 504
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs	-352 202	-368 271
Dotations aux provisions du passif	10 758 396	10 087 892
Reprises dotations aux provisions du passif	-127 097	
Total I	32 956 971	30 679 870
Flux de trésorerie liés à l'activité (Opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	847 085	1 155 166
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés	369 856	29 000
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés	-62 492	-62 492
Dotations aux provisions du passif	140 148	
Reprises dotations aux provisions du passif	-3 078 781	
Plus ou moins-values de cessions	3 409 973	243 292
Total II	1 625 790	1 364 967
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (I + II)	34 582 761	32 044 837
Créances clients et comptes rattachés	4 454 599	-4 595 453
Autres créances d'exploitation	4 998 587	-4 609 868
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-570 131	1 244 697
Autres dettes d'exploitation	1 045 219	2 646 972
Variation du besoin en fonds de roulement	9 928 273	-5 313 652
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	44 511 034	26 731 185
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	-24 184 438	-39 558 506
Cessions d'immobilisations	1 940 006	2 262 900
Autres encaissements et décaissements	-4 699 560	8 023 712
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-26 943 992	-29 271 894
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	1 550 749	2 566 971
Dividendes versés	-4 215 477	-3 558 017
Encaissements de nouveaux emprunts		15 000 000
Remboursements d'emprunts	-6 310 882	-5 497 843
Autres variations financières	1 030 989	452 889
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-7 944 620	8 964 000
Trésorerie nette à l'ouverture	50 443 806	44 020 515
Trésorerie nette à la clôture	60 066 228	50 443 806
VARIATION DE TRÉSORERIE	9 622 422	6 423 291

# Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2011

#### **FAITS SIGNIFICATIFS** DE L'EXERCICE

Le pavillon VG1 de la volaille et sa plate-forme logistique VG2 ont été mis en exploitation le 5 avril 2011 à la grande satisfaction des professionnels.

Le bâtiment C3, situé au centre du secteur fruits et légumes mais aussi de l'ensemble du marché, a été démoli pour cause d'obsolescence. La construction du nouveau bâtiment a démarré à l'automne. Il est conçu suivant un concept d'entrepôts flexibles pour des utilisations en petits modules de 400/800 m<sup>2</sup> destinés à des ateliers de préparation à haute valeur ajoutée. Le sous-sol répond aux besoins de stationnement des véhicules légers du personnel. ainsi que des véhicules utilitaires. Il peut éventuellement accueillir des cellules réfrigérées de 100 m<sup>2</sup> environ. La mise en exploitation est prévue pour la fin 2012.

Le bâtiment D6a, situé dans le secteur des PLA, a été sinistré par un incendie le 18 septembre 2011. La valeur résiduelle du bâtiment (247 K€) a été couverte par la reprise de provision de caducité (279 K€). L'indemnité d'assurance, vétusté déduite, a été comptabilisée à hauteur de 776 K€ dont 119 K€ au titre des coûts engagés pour faire face aux mesures conservatoires. La destruction du bâtiment est programmée et sa reconstruction est à l'étude.

Au cours de l'exercice 2004, la Société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle. l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû en refusant la déductibilité des amortissements de caducité. Sur la base de l'article 1647 B sexies II du C.G.I. qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse du 6 janvier 2006 avant été rejetée par la D.V.N.I., une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif le 30 mars 2007. Le jugement, rendu le 24 novembre 2011, a rejeté la requête de la société. La Société a fait appel du jugement et a comptabilisé la notification de redressement qui s'élève à 280 K€ au titre des droits, pénalités et intérêts moratoires.

L'avis de vérification de comptabilité signifié le 27 octobre 2010, portant sur les exercices 2008 et 2009, s'est soldé par une notification de redressement de 464 K€ dont 126 K€ au titre d'immobilisations passées en charge, 11 K€ au titre d'une provision pour dépréciation client non déductible et 327 K€ au titre de la taxe professionnelle.

#### PRESENTATION **DE LA SOCIETE**

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965. la SEMMARIS est concessionnaire de l'État pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962 et ce jusqu'au 29 avril 2034, terme de la concession fixé par l'arrêté du 27 février 2003.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

#### REGLES ET METHODES **COMPTABLES**

#### **Principes**

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques, ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

• Immobilisations propres, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

 Immobilisations du domaine concédé qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'État, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'État dès leur édification ou leur acquisition par la société.

#### a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en "autres fonds propres". Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

#### Il est calculé.

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellement utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

#### b) Amortissement technique

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

• Agencements et installations : de 10 à 40 ans Mobilier et matériel de bureau : de 5 à 10 ans Matériel informatique : 5 ans Véhicules : 5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

#### c) Provision pour dépréciation

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif du bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. À ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

#### d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement recues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise, puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

#### Immobilisations financières 3.3

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

#### 3.4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

#### Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

#### Autres fonds propres 3.6

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

#### 3.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

Le poste "provisions" du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

## Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2011

#### Droits de Première Accession

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels. l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1er janvier 2004. Pour l'exercice 2011, son montant s'élève à 792,7 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation, générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu

#### Engagements en matière de retraite

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique à cotisations définies avec un organisme extérieur de gestion collective.

Les engagements au titre des droits à indemnités sont financés en partie par le montant du Fonds constitué et par un paiement complémentaire, lequel paiement est constaté en charges de la période à laquelle il se rapporte. Les engagements sont ainsi intégralement financés.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, des charges sociales patronales, d'âge de départ et de probabilité de versement. Ces paiements futurs sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation déterminé en fonction du taux des emprunts d'État à 10 ans et des primes de risque observées sur les émissions obligataires des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie.



#### CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du code de commerce, en dérogation des principes comptables, la Société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.



#### COMPLEMENTS D'INFORMATION **RELATIFS AU BILAN**

#### Immobilisations incorporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	623 513		17 489	197 102	803 125
Immobilisations en cours	86 056	128 683		-197 102	17 637
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale (1)	91 326				91 326
TOTAL	800 894	128 683	17 489	0	912 088

(1) En 1997, la Société a acheté la marque Rungis Actualités. Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en "immobilisation non renouvelable du domaine concédé". Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

# Immobilisations corporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	2 399 194	262 347	217 536		2 444 006
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	226 643	1 695			228 338
Matériel de transport	107 439				107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 498 421	181 001	217 536		1 461 887
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations en cours		79 651			79 651
Immobilisations du domaine concédé	505 067 551	23 964 296	7 509 844		521 522 003
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	216 892 881		2 627 298	19 604 206	233 869 789
Agencements, installations et divers	7 988 119			953 710	8 941 829
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	121 600 017		1 663 204	6 390 808	126 327 621
Agencements, installations	107 828 083		1 559 319	6 974 567	113 243 332
Immobilisations en cours	25 299 600	22 452 588	1 489 135	-33 923 291	12 339 762
Avances et acomptes sur immobilisations	189 259	1 511 708	170 888		1 530 079
TOTAL	507 466 744	24 226 643	7 727 380		523 966 008

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 22,5 M€ dont les principales opérations concernent :	en millions d'euros
La fin de la restructuration du pavillon VG1 de la volaille et de sa plate-forme logistique VG2	5,8
La reconstruction de l'entrepôt C3	5,1
Les travaux d'étanchéité de la toiture haute du bâtiment A4 de la marée	1,6
La poursuite des travaux de VRD liés à la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons	0,9
La poursuite des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	0,6
La réfection de la verrière du bâtiment DOD	0,6
La restructuration du bâtiment C5b	0,4
La mise en place d'avances et acomptes au titre de la reconstruction de l'entrepôt C3	1,5
La diminution des immobilisations en cours pour 33,9 M€ dont les principales opérations sont :	
La livraison de surfaces commerciales :	
– Pavillon VG1 de la volaille	17,9
– Plate-forme logistique VG2 de la volaille	3,9
La mise en service du parking de la route de Chevilly	1,8
La mise en service des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	1,3
La mise en service des travaux de création du tramway Villejuif-Athis-Mons	1,1
La mise en service des travaux de réhabilitation du péage EP2	0,7
La diminution des immobilisations du domaine concédé pour 7,5 M€ qui concerne principalement :	
La démolition du bâtiment C3 dont la reconstruction a démarré à l'automne	4,4
La cession des travaux réalisés sur la plate-forme logistique VG2 de la volaille à SOMAVOG	1,5
La sortie du péage de la Porte de Rungis qui a été déplacé en liaison avec les travaux de création du tramway Villejuif-Athis-Mons	0,5
La sortie du bâtiment D6a détruit par un incendie courant septembre	0,4
La sortie de la verrière du bâtiment DOD suite à sa réfection	0,2

### Amortissements (en €)

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	590 769	137 081	17 489	710 360
Immobilisations propres à la société	2 197 879	83 103	217 536	2 063 446
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	225 696	581		226 277
Matériel de transport	103 616	3 823		107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 366 014	78 698	217 536	1 227 177
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	119 247 811	13 007 413	2 439 848	129 815 376
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	60 369 344	7 180 729	1 335 186	66 214 887
Agencements et installations	58 878 467	5 826 683	1 104 661	63 600 489
TOTAL GENERAL	122 036 459	13 227 596	2 674 872	132 589 182

### Immobilisations financières (en €)

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 504 796			10 504 796
Créances rattachées à des participations	2 226 143		397 290	1 828 853
Autres titres	20 085			20 085
Autres	290 303		53 581	236 722
TOTAL	13 041 327		450 871	12 590 456

La diminution des immobilisations financières s'explique par le remboursement partiel de l'avance rémunérée consentie à BRI (397,3 K€) et le remboursement de dépôts et cautionnements (53,6 K€).

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit:

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - FILIALES									
B. R. I. <sup>(1)</sup>	2 896 531	0	100,00	10 395 072	1 828 853	=	2 401 250	1 287 969	1 287 820
SRMM CO.,LTD (2)	280 590	0	33,40	93 717	=	=	=	-75 696	=
II - FILIALES									
< 1%	-	-	-	36 092	-	-	-	-	-

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 1970 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.

### Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent:

 des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour 9,85 M€ • des parts de F.C.P. en valeur de marché pour 1,06 M€

 des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour 37,54 M€ dont 0,54 M€ d'intérêts courus des obligations pour 8,20 M€ dont 0,04 M€ d'intérêts courus

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 7 437,2 K€ traduisant

une moins-value latente de 721,2 K€ au titre de laquelle une provision pour dépréciation de 668,8 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

<sup>(2)</sup> Shanghai Rungis Market Management Co., Ltd créée le 16 avril 2010.

### Tableau de variation des capitaux propres (en €)

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	14 696 158			14 696 158
Prime d'apport	15 050 703			15 050 703
Réserves	1 469 616			1 469 616
Report à nouveau	28 703 565	5 316 433		34 019 998
Résultat de l'exercice	9 531 910	9 373 632	9 531 910(1)	9 373 632
Subventions d'investissement nettes	66 560 558	1 550 749		68 111 307
Amortissements de caducité	216 110 688	10 758 396	3 049 781	223 819 303
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
TOTAL GENERAL	375 512 590	26 999 211	12 581 691	389 930 110

(1) Dont dividendes distribués de 4 215 477  $\in$ . Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale de 38  $\in$ .

L'augmentation du poste subventions concerne pour l'essentiel :

### Tableau de variation des provisions (en €)

	Valeur en début Dotations Reprises de		e l'exercice	Valeur en fin	
	d'exercice	de l'exercice –	Utilisées	Non utilisées	d'exercice
Provisions pour risques & charges	998 461	140 148	120 081	36 016	982 513
Autres provisions	998 461	140 148	120 081	36 016	982 513
Provisions pour dépréciations	1 651 851	1 293 586	113 951	300 742	2 530 744
Immobilisations corporelles du domaine concédé	488 910	369 856		62 492	796 274
Clients	1 110 534	254 967	113 951	238 250	1 013 300
Valeurs mobilières de placement	52 408	668 763			721 171
TOTAL GENERAL	2 650 313	1 433 735	243 032	336 758	3 513 257

### Provisions pour risques:

Elles font l'objet d'une dotation complémentaire de 140 K€ destinée à couvrir un litige en cours avec un fournisseur.

Les reprises de provisions de 156 K€ se répartissent comme suit:

- Litiges 114 K€ dont 14 K€ non utilisées
- Médailles du travail 34 K€ dont 20 K€ non utilisées
- Sinistres 8 K€ dont 3 K€ non utilisées

### Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé :

Les travaux réalisés en 2004 et 2005 sur la toiture du pavillon de la marée, qui était voué à la destruction dans le cadre de la réfection complète de la couverture du bâtiment en 2010, avaient fait l'objet d'une provision sur la base de leur valeur nette comptable fin 2009.

Les travaux de réfection ayant commencé en 2011 et s'achevant en 2012, une reprise de provision de 62 K€ a été comptabilisée pour s'ajuster sur la valeur nette comptable des dits travaux fin 2011.

Dans le cadre du transfert de l'activité dans le nouveau pavillon VG1 de la volaille, des biens acquis récemment ont été intégralement dépréciés (258,3 K€).

Le bâtiment V06 dont la destruction est programmée sur 2012 a été déprécié sur la base de sa valeur nette comptable fin 2011 (111,6 K€).

### Provisions pour dépréciations des valeurs mobilières de placement :

La crise des dettes souveraines a engendré une hausse des taux d'intérêt long terme en fin d'exercice, qui a fait baisser mécaniquement la valeur de marché du portefeuille obligataire. Une provision pour dépréciation des pertes latentes a été comptabilisée à hauteur de 668,8 K€.

Le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (0,9 M€).
 La participation des collectivités (Région Île de France, Département du Val de Marne et SNCF) à la restructuration du Terminal Ferroviaire pour 0,5 M€.

### 5.8 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 455 610 € HT.

Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

166 105 € HT 1 288 108 € HT Services extérieurs Intérêts des emprunts 1 397 € HT

Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 22 112 567 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8).

◆ Redevance d'occupation et charges 3 505 319 € (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)

18 607 248 € Droits de Première Accession

### 5.9 Créances et dettes

### a) Créances (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	2 065 575	397 290	1 668 285
Créances rattachées à des participations	1 828 853	397 290	1 431 563
Autres	236 722		236 722
Créances de l'actif circulant (1)	23 910 016	23 005 636	904 380
Comptes clients et comptes rattachés	15 104 329	15 045 725	58 604
Autres	7 350 077	7 350 077	
Charges constatées d'avance (2)	1 455 610	609 834	845 776
TOTAL	25 975 590	23 402 926	2 572 665

(1) Dont : ♦ Entreprises liées : 1 864 403 € (Bureaux Rungis International). ♦ Subventions à recevoir : 1 369 468 € (RATP = 39 516 € - Terminal Fer = 1 329 952 €) ♦ Indemnité d'assurance à recevoir : 776 145 € (Ace Europe) ♦ Effets à recevoir : 323 257 €

(2) Dont assurances dommages-ouvrages : 1 072 425 €.

Les produits à recevoir en fin d'exercice se présentent comme suit :

Clients produits non encore facturés: 2 316 497 € TTC

### b) Dettes (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité				
	•	Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans		
Emprunts & dettes auprès des Ets de crédit	25 558 056	5 696 754	14 103 273	5 758 029		
Emprunt 2002 HSBC	500 000	500 000				
Emprunt 2002 C.A.	210 865	210 865				
Emprunt 2003 C.A.	3 254 544	932 965	2 321 579			
Emprunt 2003 S.G.	4 757 476	1 401 902	3 355 574			
Emprunt 2005 C.A.	1 819 567	538 082	1 281 485			
Emprunt 2005 NATEXIS	1 750 000	500 000	1 250 000			
Emprunt 2010 C.A.	13 021 183	1 368 519	5 894 635	5 758 029		
Soldes créditeurs de banques	244 421	244 421				
Autres dettes financières	16 644 427	658 386	76 023	15 910 018		
Cautionnements reçus	15 906 211			15 906 211		
Agence de l'eau	109 480	29 649	76 023	3 808		
Intérêts courus	72 631	72 631				
SOGERIS & Divers	556 106	556 106				
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	9 507 784	9 507 784				
Dettes fiscales & sociales	8 547 392	8 547 392				
Dettes sur immobilisations	10 234 154	10 234 154				
Autres dettes	3 052 289	3 052 289				
Produits constatés d'avance	22 112 567	2 883 205	3 605 505	15 623 856		
TOTAL	95 656 668	40 579 963	17 784 801	37 291 904		

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 15 906 211€.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 23,17 M€ avec un taux moyen de 3,30% par an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 2,25 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de + 0,125% à + 0,20%. Sur ces emprunts à taux variables, 0,125 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40% dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois en dessous de 5,50%.

Les charges à payer, 6 708 173€ TTC en fin d'exercice, se présentent comme suit:

Fournisseurs:	
Factures non parvenues	3 597 363€
dont fournisseurs d'immobilisations	1 181 892€
Personnel:	

Personnel:	
Dettes pour congés payés & divers	2 168 278€
dont réserve spéciale de participation	426 528€
<ul> <li>Organismes sociaux</li> </ul>	905 962€
<ul><li>Autres</li></ul>	36 570€



# COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

### **Effectifs**

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit:

	Cad et assi		Age de ma		Empl	oyés	Fonctio déta		Tot	al
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01.01.2011	109	1	64	1	33	2	3		209	4
Entrées	9	4	3	1	2	2			14	7
Embauches	4	4		1	2	2			6	7
Mutations/Promotions	5		3						8	
Sorties	6		8		5	4	2		21	4
Démissions	2				1				3	
Mutations/Promotions			5		3				8	
Licenciements			1		1				2	
Fins de C.D.D.						3				3
Autres départs			2			1			2	1
Départs en retraite	4						2		6	
<b>SITUATION AU 31.12.2011</b>	112	5	59	2	30		1		202	7

#### Rémunération des membres des organes d'administration et de direction 6.2

Le montant global des rémunérations et jetons de présence versés aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'année 2011 s'élève à 329 701,12€.

# 6.3 Détails des produits d'exploitation (en K€)

Nature des produits	Exercice 2011	Exercice 2010	Variation 2011/2010 (en %)	Exercice 2009
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	4 917,7	4 582,3	7,3	4 526,4
Abonnements	5 860,8	5 594,9	4,8	5 511,8
Supports	218,8	179,6	21,8	162,4
Redevances aux tonnages				
Viande	2,7	19,4	-86,1	26,9
Volaille	451,9	1 335,8	-66,2	1 375,9
Redevances carreau banal	355,7	325,7	9,2	309,2
Redevances de transit	87,0	228,4	-61,9	109,5
Ventes d'eau	2 562,3	2 677,3	-4,3	2 576,0
Locations de salles	27,9	34,3	-18,7	29,2
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	15 283,7	14 395,2	6,2	14 245,4
Redevances d'occupation homologuées	35 282,3	34 148,0	3,3	34 394,9
Droits de Première Accession étalés	792,7	784,5	1,0	677,0
Redevances sur services concédés	1 871,5	1 745,2	7,2	1 723,6
(Kiosques, Parkings, Quais, Frigos)				
Produits sur charges récupérables	22 726,0	22 596,7	0,6	21 992,0
(Chauffage, Climatisation & Charges générales)				
Produits divers	348,2	211,3	64,8	287,1
(Ventes diverses)				
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux & divers	1 656,0	1 833,2	-9,7	487,4
Honoraires Rungis Ingénierie	166,7	89,7	85,8	302,4
Remise pour prélèvements automatiques	-1 025,8	-1 310,5	-21,7	-1 308,6
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	91 586,1	89 471,0	2,4	87 428,5
Reprises de provisions et amortissements	479,3	337,0	42,2	718,1
Dont créances clients	352,2	337,0	4,5	498,1
Transferts de charges	342,6	268,5	27,6	393,0
Dont remboursements de sinistres	211,7	178,8	18,4	124,3
Subventions d'exploitation	222,2	175,2	26,8	764,9
Autres produits de gestion courante	45,0	47,0	-4,2	46,6
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	92 675,2	90 298,7	2,6	89 351,1

# 6.4 Détails des biens et services consommés (en KE)

Nature des charges	Exercice 2011	Exercice 2010	Variation 2011/2010 (en %)	Exercice 2009
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	580,7	821,8	-29,3	124,9
Achats non stockés de matières premières				
Electricité	2 592,0	3 053,9	-15,1	3 045,6
Eau	1 750,5	1 817,1	-3,7	1 816,9
Combustibles	2 139,5	2 564,4	-16,6	2 547,9
Autres	314,6	409,2	-23,1	348,6
Sous-total achats non stockés	6 796,6	7 844,7	-13,4	7 759,0
Personnel extérieur				
Intérimaires	177,5	302,8	-41,4	162,5
Gardiennage	939,1	921,8	1,9	906,4
Autres	0,9	9,4	-90,9	7,0
Sous-total personnel extérieur	1 117,5	1 234,0	-9,4	1 075,9
Loyers de crédit-bail	0,0	0,0		0,0
Autres biens et services consommés				
Nettoiement & entretien général du Marché	13 771,3	13 769,0	0,0	13 838,0
Locations	3 525,4	3 500,3	0,7	3 612,0
Entretien, réparations, maintenance & travaux	7 060,8	6 854,5	3,0	6 981,6
Primes d'assurances	1 418,7	1 484,7	-4,4	1 488,2
Honoraires	1 705,3	1 602,8	6,4	1 782,8
Promotion du Marché	1 076,7	1 134,1	-5,1	1 474,3
Charges sur sinistres	187,6	160,5	16,9	102,8
Autres	1 104,3	976,2	13,1	686,0
Sous-total autres biens et services consommés	29 850,2	29 481,9	1,2	29 965,7
TOTAL DES BIENS & SERVICES CONSOMMES	38 345,0	39 382,5	-2,6	38 925,5

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes, comptabilisés en charges de l'exercice 2011, s'est élevé à 78 500€.

# 6.5 Charges et produits financiers (en K€)

Charges	1 736
Intérêts sur emprunts	913
Autres frais financiers	19
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	135
Dotation de provision pour dépréciation du portefeuille obligataire	669
Produits	2 579
Participations (dividende Bureau Rungis International)	1 300
Autres valeurs mobilières	1 279

# 6.6 Charges et produits exceptionnels (en K€)

Charges	7 623
Sur opérations de gestion	1 020
dont : rachats de DPA	244
rappels d'impôts de taxe professionnelle suite au litige avec la DVNI	516
ajustement de la demande de dégrèvement temporaire de CET 2010	165
pénalités fiscales sur rappels d'impôts	91
Sur opérations en capital	6 093
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	4 899
dont : cession des installations de froid du VG2	1 489
sortie du bâtiment C3 suite à sa démolition	2 444
sortie du péage de la Porte de Rungis	428
sortie du bâtiment D6a détruit par un incendie	247
sortie de la verrière du bâtiment DOD suite à sa réfection	213
Autres	1 194
dont : sinistre résine marée	886
sinistre incendie bâtiment D6a	119
indemnisation des frais de transfert au VG1	121
démolition du kiosque K01	62
Dotations aux amortissements et provisions	510
dont : dépréciation d'immobilisations du domaine concédé (bâtiment V1G 258 K€ et bâtiment V06 112 K€)	370
litige	140
Produits	8 530
Sur opérations de gestion	1 376
dont: autres D.P.A.(cf. note 3.8)	1 233
sanctions aux usagers	113
Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)	1 489
dont : cession des installations de froid du VG2	1 489
Autres	470
dont : reclassement de charges en immobilisations suite au contrôle fiscal	366
indemnités clients	55
dettes prescrites ou devenues sans objet	44
Reprises de provisions et amortissements	3 141
dont : amortissements de caducité bâtiment C3	2 771
amortissements de caducité bâtiment D6a	279
dépréciation d'immobilisations (Toiture bâtiment marée)	62
litige	29
Transferts de charges	2 053
Remboursement assurance sinistres (dont résine marée 967 K€, incendie D6a 776 K€, verrière D0D 304 K€)	2 053

#### 6.7 Impôt sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 12.294 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

en €	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	12 809 640	907 014
Réintégrations	609 906	91 135
Déductions	906 318	1 217 647
RÉSULTAT IMPOSABLE	12 513 228	-219 498
Impôt	4 283 093	-75 131

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 *ci-dessus*) se traduit par un impôt pavé d'avance, non comptabilisé.

Au taux actuel d'imposition, ce crédit, qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 1,98 M€.

### **Engagements hors bilan**

en K€	2011	2010
Engagements reçus		
Cautions bancaires des concessionnaires	3 810	5 010
Cautionnements bancaires des fournisseurs	4 425	2 910
Engagements donnés		
Participation au G.I.E. des MIN	p.m.	p.m.
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	16 336	11 317
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM	6 623	7 302
(Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)		
Caution bancaire au Trésor Public (litige taxe professionnelle)	209	209
Caution bancaire sur avance client (Haryana State Agricultural)	50	50

#### 6.9 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées. n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 765 K€ au 31 décembre 2011. La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice une charge de 97 K€. Cette charge résulte des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation et de rendement du fonds de 4.0%
- augmentation annuelle des salaires de 3,0%
- âge de départ à la retraite à 65 ans.

Au 31 décembre 2010, le taux d'actualisation et de rendement du fonds retenu était de 3,5%, l'augmentation annuelle des salaires de 2,1%, les autres hypothèses restant inchangées.

### 6.10 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2011, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 19499 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 1660 heures sur l'exercice 2011.

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur:

- le contrôle des comptes annuels de la SEMMARIS-S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Justification** des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les notes 3.2 et 3.8 de l'annexe exposent les règles et principes comptables relatives notamment aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissements et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **Vérifications** et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense et Lagny-sur-Marne, le 17 avril 2012 Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit - Département de KPMG S.A. Philippe Arnaud, Associé 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex

Jean Pierre TOMSIN 38-40, rue du 27 août 1944 77403 Lagny-sur-Marne



Rédaction: SEMMARIS. Crédit photos: SEMMARIS.

